Bonel
FRC.1.4033.1
Case
FRC
14935

TABLEAU

POLITIQUE

DE

LA FRANCE RÉGÉNERÉE.

THE NEWBERRY
LIBRARY

TABLEAU
POLITIQUE
DE
LA FRANCE RÉGÉNÉRÉE.

PAR LE CITOYEN BONET,

Administrateur du théâtre de la République et des Arts.

A PARIS,

Chez PILARDEAU, Imprimeur, rue André-des-Arts, N°. 20;
Et chez tous les principaux libraires.

AN VIII.

TABLEAU

POLITIQUE

DE

LA FRANCE RÉGÉNÉRÉE.

HONNEUR et gloire à la Révolution du 18 brumaire; grâces immortelles soient rendues à ces héros intrépides de la liberté publique, à ces défenseurs courageux des droits de l'humanité, à ces amis de la paix et du bonheur du peuple français, qui ont sauvé la république et l'ont arrachée aux fureurs de cette secte insolente et séditieuse qui, pour satisfaire ses passions haîneuses, vouloit perpétuer les crimes de l'anarchie et les fléaux de la guerre, conduire le vaisseau de l'Etat à travers les flots révolutionnaires, et formaient des vœux homicides pour l'esclavage du Peuple. Cette minorité factieuse est enchaînée pour jamais; elle a trop longtems dominé dans le sanctuaire des lois pour l'effroi de l'humanité et le malheur de la

nation. Le jour où elle a été dépouillée de l'auguste caractère dont elle étoit revêtue, doit être un jour de gloire et de bénédiction. Ces représentans infidèles ont trahi les intérêts de la nation, qui leur avait confié ses destinées ; ils ont trompé ses vœux et sa confiance : le Peuple entier applaudira à cet acte de justice qui les exclut de ce sanctuaire des lois, où leurs principes désorganisateurs tendaient à conduire l'Etat à sa dissolution.

Ces législateurs sans probité et sans science avaient anéanti le commerce, détruit l'esprit public, le crédit, la confiance, et violé les droits sacrés de la justice et de la propriété : leurs lois révolutionnaires avaient répandu l'effroi, la consternation, et multipliaient le nombre des mécontens ; les vrais républicains gémissaient sur leur perfidie et leurs erreurs. C'était au nom de la constitution, c'était en invoquant l'intérêt du Peuple qu'ils consacraient leurs actes de spoliation et de tyrannie ; c'était au milieu des foudres et des tempêtes qu'ils proclamaient leurs lois d'injustice et de sang.

Le génie de la république, qui veille sans cesse sur les destinées du Peuple, a comprimé et détruit cette coupable minorité, et, sur les débris de l'anarchie, va s'élever ce nouvel

édifice social qui affermira la République sur les principes éternels de la justice, et préparera, par de sages institutions, la prospérité de l'Empire, et le bonheur du peuple.

La révolution du 18 brumaire deviendra une époque mémorable dans les annales de la République; elle sera célébrée par tous les véritables Français avec des transports d'allégresse, et au milieu des fêtes, des hymnes et des cantiques. Cette sublime révolution attestera aux puissances étrangères la force et l'énergie d'un peuple qui veut être gouverné par des lois justes, et qui desire de voir cesser ce fléau destructeur de la guerre, qui épuise l'Europe et afflige l'humanité; elle ouvrira toutes les sources de la félicité publique, ranimera l'esprit public, vivifiera le commerce, enflammera tous les cœurs de l'amour sacré de la patrie, et enfantera des prodiges; elle simplifiera les rouages de la machine politique, et la débarrassera de toutes les entraves qui en arrêtaient le mouvement et en gênaient l'activité; les lois ne seront plus l'ouvrage d'une multitude sans cesse agitée par des mouvemens convulsifs, elles seront résultat de la réflexion et des lumières. Pour faire de bonnes lois, il faut des vertus et des talens; la science de la lé-

gislation est profonde et difficile : une erreur peut enfanter des malheurs et des crimes ; il est plus facile de trouver ces heureux dons de la nature dans un conseil de quelques hommes réfléchis et intègres, que dans une multitude divisée d'intérêt et d'opinion, toujours prêts à se livrer aux excès les plus violens, et à toutes ces passions sombres qu'enfantent les haines, l'ignorance et l'orgueil.

Les consuls français renouveleront les prodiges qu'ont montrés à l'univers les consuls romains ; le capitole français deviendra l'étonnement de l'Europe, et fixera son admiration et son respect. Il ne menacera point les puissances étrangères de les conquérir et de leur donner des lois ; il promettra de respecter leurs gouvernemens, et ne cessera de leur présenter l'olivier de la paix ; de nouveaux Camille, de nouveaux Fabius, de nouveaux Scipion, étendront la gloire du peuple français ; et le nouveau gouvernement régénérateur, sans avoir l'ambition et la fureur des conquêtes du sénat romain, affermira la République, et fermera ces sources de la guerre qui épuisent les trésors et le sang des peuples.

Qu'on ne dise point que la révolution du 18 brumaire a renversé la constitution, ce

langage serait d'un mauvais citoyen, et annoncerait sa mauvaise foi ou son ineptie. Il faut considérer dans une constitution ses principes fondamentaux et ses lois organiques ou réglementaires : on peut changer et détruire ces mêmes lois organiques, sans mutiler la constitution ; elles ne sont point liées inséparablement au code constitutionnel, elles en forment une partie accessoire, mais non pas nécessaire. Lorsque ces lois organiques sont vicieuses ou insuffisantes pour imprimer à la constitution un grand mouvement, et lui communiquer une force coërcitive, il faut changer ces lois organiques et leur en substituer d'autres plus propres à la consolider. Ce changement et cette interversion ne détruit point les principes fondamentaux du nouveau pacte social. Les lois fondamentales de la constitution sont la souveraineté du peuple, la République une et indivisible, le système représentatif, la division des pouvoirs, la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété. Tous les vrais républicains veulent le maintien de ces principes conservateurs. Les réglemens organiques, destinés à donner la force et l'exécution à ces lois constitutionnelles, peuvent varier, au gré des circons-

tances et des événemens. Le corps législatif, en prononçant son ajournement à une époque déterminée, et en formant un gouvernement provisoire, a sanctionné ces mêmes lois constitutionnelles et leur a donné un nouveau degré d'assentiment et de force en recevant des consuls le serment de fidélité à la République et au système représentatif, et en proclamant que ces changemens ne peuvent avoir pour but que de consolider, de consacrer inviolablement la souveraineté du peuple et l'indivisibilité de la république: les lois organiques sont des colonnes qui soutiennent, il est vrai, l'édifice social; mais leur remplacement ne peut ni l'ébranler, ni le détruire, puisqu'elles n'en sont point le fondement et n'en forment point les bases. De nouvelles lois peuvent le consolider et le soustraire à des commotions violentes qui semblent en présager la chûte.

Le corps législatif, qui exerce par délégation la souveraineté nationale, a eu le droit de prononcer son ajournement; il peut et doit tout faire pour l'intérêt de l'Etat, et pour le salut du peuple. Voilà la pensée qui doit sans cesse occuper les législateurs et les administrateurs des Empires. Les malheurs publics doivent enflammer leurs

ames ; l'auguste ministère qu'ils exercent, leur impose le devoir d'employer tous les moyens et toutes les mesures extraordinaires qui sont en leur pouvoir pour sauver la chose publique. C'est au milieu des factions et des calamités qu'ils doivent s'environner de tout l'appareil de la puissance, et exercer un pouvoir dictatorial pour rétablir la paix et la liberté publique. Il existe des époques où il faut que le livre constitutionnel soit couvert d'un voile religieux, et entouré d'un rempart qui en écarte ces hommes pervers et hypocrites qui affectent de s'en approcher avec respect pour le mutiler ou le détruire. Il faut frapper de mort ces nouveaux Osa, qui veulent soutenir l'arche d'alliance pour en suspendre la marche majestueuse. Les orages purifient l'horison ; l'astre du jour, après avoir dissipé les ténèbres de la nuit, devient plus beau et plus brillant ; et la nature, après ces mouvemens convulsifs, reprend son éclat, multiplie ses richesses et répand ses bienfaits. Dans un tems où des factions puissantes, et des conspirateurs ardens veulent bouleverser l'Etat, et fomenter toutes les passions, il faut les comprimer par la force. Le salut du peuple, voilà le

premier principe du pacte social. Toute loi qui voudrait contrarier ou détruire cette maxime fondamentale, est une loi désastreuse et immorale, propre à perpétuer l'anarchie, et à conduire les nations à l'esclavage et au despotisme. Cicéron eut-il recours aux vaines formalités de la loi, lorsqu'il livra au glaive de la justice ces conspirateurs qui voulaient incendier Rome, et donner des fers à leur patrie? Tous les siècles et toutes les générations ont proclamé Cicéron le sauveur de la patrie. On doit juger de l'excellence d'une constitution, dit l'estimable auteur du *Tableau historique et politique de la dissolution et du rétablissement de la monarchie anglaise*, par son influence sur le bonheur public; il ne faut point considérer le gouvernement d'une nation pour savoir si elle est libre; elle est libre, lorsqu'elle est heureuse, et alors son gouvernement est digne d'admiration. Fixez vos regards sur le peuple et sur la contrée qu'il habite; si les campagnes sont florissantes et les champs cultivés, si la joie règne dans les fêtes champêtres, si dans les villes le peuple travaille, et chante au milieu de ses travaux, s'il aime son gouvernement et obéit

aux lois, si les mœurs publiques sont pures, si tous les citoyens sont unis par les liens de la paix et de la confiance, alors soyez saisi d'admiration et de respect en voyant cette nation, et croyez qu'elle est libre, parce qu'elle est heureuse.

Les consuls français sauveront l'Etat et guériront ses plaies profondes; ils mesureront la profondeur de l'abîme, et sauront le combler. Quel respect, quel amour et quelle confiance ne doivent pas inspirer des citoyens qui réunissent le génie, les talens et les vertus; l'un, vaste dans ses conceptions, et profond dans la science de la politique et de la législation, a consacré ses veilles et ses travaux à la prospérité de la république, et au bonheur du peuple; l'autre, a étonné l'Europe par son héroïsme, a conduit les soldats de la liberté à la victoire. Couvert et embelli par les lauriers qui ombragent son front, il n'aspire qu'à être le pacificateur de l'Europe, et le bienfaiteur des nations; le troisième s'est toujours distingué par des mœurs pures et sévères, et par un patriotisme éclairé. Les membres élus par le corps législatif pour former les commissions intermédiaires, sont des citoyens recomman-

dables par leurs talens, leurs lumières, et sur-tout par leur amour pour les lois saintes de la justice.

Le gouvernement régénérateur, entouré de la confiance, du respect et de la force du peuple français, s'occupera, avec un zèle infatigable, d'éteindre toutes les factions, et de rétablir l'empire des lois et le règne de la justice. Les français célébreront les travaux de ces législateurs, et ils les proclameront les pères de la patrie; leurs noms seront inscrits dans les annales de la république; la postérité bénira leur mémoire, et la reconnaissance nationale leur élevera des monumens qui attesteront leur zèle et leur fidélité. L'union intérieure liera tous les citoyens, ils se rallieront tous autour de l'étendard républicain; un temple sera élevé à la Concorde et à la Clémence; l'aspect de la fécilité publique ramenera les royalistes à l'amour de la patrie; et les mécontens, revenus de leurs erreurs, deviendront de fidèles républicains; les uns et les autres comprendront qu'il est de leur intérêt de déposer aux pieds de l'autel de la patrie leurs préjugés et leurs prétentions, parce que leur existence physique et politique dépend de l'affermissement de la

République; sans la République, point de liberté; la perte de cette liberté produirait un despotisme accablant, qui conduirait à l'esclavage et à la misère.

Il n'y aura qu'un seul esprit et un seul sentiment; le Peuple français verra qu'il n'y a de bonheur, de liberté et de salut que dans sa confiance et dans son respect pour le nouveau gouvernement régénérateur. C'est lui qui l'arrachera aux malheurs dont il était menacé; c'est lui qui préparera sa gloire, sa prospérité et son bonheur; c'est lui qui provoquera l'abrogation de ces lois révolutionnaires qui ont produit les malheurs dont nous avons été les témoins et les victimes; c'est lui qui consolera le peuple accablé sous le poids de l'infortune où il gémissait depuis si long-tems; c'est lui qui embellira le corps social et l'entourera de ces barrières qui le mettront à l'abri des efforts et des attentats des conspirateurs. Gloire immortelle soit rendue à ces restaurateurs de l'humanité; les générations futures béniront leur mémoire et ne prononceront leurs noms qu'avec respect et attendrissement.

La République, couronnée des lauriers de la victoire, et dégagée des souillures de

l'anarchie, se fortifiera, s'embellira par la justice; la commission législative créera des lois justes et humaines; elle pardonnera aux erreurs et proclamera la clémence. Les consuls les feront exécuter avec le triple bouclier de la justice, de la modération et de la fermeté: les soldats de la république combattront les factieux qui voudraient bouleverser l'état, et le peuple s'armera pour détruire cette faction qui n'a cessé de conspirer contre sa liberté. C'est ainsi que de cet ordre de choses heureux et consolant naîtront la paix et la félicité générale.

Quelques puissances de l'Europe se sont réunies, par une coupable et insensée coalition, pour déclarer à la République Française une guerre d'extermination, pour renverser nos lois et nos institutions, pour conquérir la France, asservir ses habitans, morceler son territoire et ensevelir sa Constitution dans des flots de sang. Le peuple français combat pour défendre ses droits et sa liberté, pour donner à l'Europe une paix honorable et solide, et pour établir sur des bases immuables la félicité publique.

Si nos armées victorieuses ont fait chanceler les rois sur leurs trônes, si elles ont

montré à l'univers étonné le spectacle du courage et de l'héroïsme, si elles ont fait des conquêtes brillantes et utiles, si l'étendard de la victoire a été arboré sur les Pyrénées et les Alpes, si de vastes et fertiles domaines ont été réunis à la République Française, c'est que le génie de la liberté enfante des prodiges, et que la nature sollicitoit, depuis long-tems une réunion si nécessaire pour arrêter l'ambition de quelques puissances, et pour rendre nos fontières inexpugnables.

Le reculement des barrières de la France est fondé sur les intérêts du commerce et sur des intérêts politiques. Nous fermons aux Anglais le Rhin et l'Escaut, en les réduisant à ne pénétrer dans l'Allemagne que par la Baltique. On rétrécit leurs débouchés; on les bloque, pour ainsi dire, dans leur île avec leurs richesses ; on les y étouffe sous la masse de leurs denrées coloniales, de leurs productions indigènes et de leur fabrication surabondante. Les nouvelles limites écarteront des débats pendant la paix et assureront la défense du pays pendant la guerre. Plus d'incertitude sur leur position : on place entre la République et l'étranger des barrières naturelles plus puissantes que

toutes les forteresses et les traités. On ferme la source des guerres qui, pour le malheur de l'humanité, ont ensanglanté, depuis des siècles, son cours et ses bords. Le Rhin fut la barrière des Gaules ; il faut qu'il le soit de la France libre et régénérée. La nature, en le circonscrivant dans les limites que nous assure la victoire, la destine à être le plus magnifique Empire. A l'Orient, elle a pour barrières le Jura et les Alpes ; au Midi, la Méditerranée et les Pyrénées ; à l'Occident et au Nord, la Manche et la mer Germanique, le Waal et la Meuse.

La France doit conserver ses anciennes limites, parce que chaque peuple a le droit de s'assurer les voies de communication que la nature lui a ouvertes avec les autres peuples. Elle a donc eu le droit de s'emparer du territoire sur lequel coulent le Rhin, la Meuse, la Moselle, la Sambre et l'Escaut. C'est uniquement par ces rivières ou fleuves que les départemens du Nord et de l'Est de la France peuvent correspondre facilement avec l'étranger pour l'échange réciproque du superflu contre le nécessaire.

Elle n'existe plus, cette faction qui, dans son délire, annonçait qu'il fallait briser les

sceptres et les couronnes, renverser les autels, conquérir l'Europe, arborer l'étendard de la liberté sur les tours de Londres, de Vienne, de Pétersbourg et de Constantinople. Le gouvernement français veut respecter la constitution, les lois et les institutions des autres peuples; et ne veut point répandre par la force des armes dans les états paisibles le germe des principes républicains. La raison et la philosophie doivent seules opérer cette grande et heureuse révolution. Il ne veut point abattre les trônes des rois, parce qu'il ne les redoute pas; il ne veut point rompre le pacte social qui unit une nation à son chef, parce qu'il sait que les peuples ont le droit de créer, de défendre et de maintenir la constitution qu'ils croient conforme à leurs intérêts et à leur bonheur. Les peuples éclairés savent que les rois ne gouvernent que par la volonté nationale, et que leur souveraineté n'est fondée que sur le consentement des sujets. Notre diplomatie n'est plus un code d'insurrections et de révoltes. Elle a pris un carractère de justice, de sagesse, de magnanimité que les puissances de l'Europe sont forcées d'admirer.

C'est donc une guerre injuste que celle qu'a provoquée et soutenue la coalition, qui est responsable envers l'humanité et la justice des siècles du sang qu'elle a fait verser, et des crimes qui en sont le déplorable résultat.

C'est un principe sacré que tout pouvoir émane du peuple ; que la souveraineté est essentiellement dans le peuple. Il peut créer et défendre une constitution qui assure ses droits, sa liberté, qui règle sa législation, établisse toutes les autorités et fonde une nouvelle hyérarchie politique et religieuse. Lorsque le peuple a créé, a sanctionné son nouveau pacte social, les autres puissances doivent le reconnaître, le défendre et le respecter. Cette maxime, fondée sur les droits des nations, sur les institutions de la nature, de la morale, et sur la politique, a reçu une sanction universelle. L'empereur, les rois d'Espagne, de Suède et de Dannemarck, reconnurent pour monarque de la Grande-Bretagne le prince d'Orange, lorsque le peuple anglais l'eut fait monter sur le trône. Quand Gustave Vasa fut proclamé roi de Suède au mépris de l'union de Calmar et Albert de Brandebourg déclaré duc et souverain de la Prusse, dont il n'étoit que

simple administrateur pour l'ordre teutonique, que Jean de Bragance monta par la force des armes sur le trône de Portugal, et que Cromwel exerça l'autorité souveraine dont il étoit l'usurpateur, les puissances de l'Europe reconnurent ces pactes nouveaux qui formoient le gouvernement de ces peuples; elles virent sans inquiétude et sans alarmes les Bataves briser les fers des farouches Espagnols, et l'Helvétie se soustraire à la domination tyrannique de la maison d'Autriche. La neutralité armée du Nord admira et respecta la constitution américaine. Quelques puissances se réunirent à un peuple courageux, et l'aidèrent, par la force des armes, à se détacher d'une métropole qui l'opprimait, et à briser les chaînes d'un odieux esclavage.

L'Angleterre, l'Autriche et la Russie ont violé les droits des nations et les véritables principes du contrat social, en prenant les armes contre un peuple qui a renversé le trône pour rentrer dans l'exercice de sa souveraineté si long-tems usurpée. Ce n'est point pour rétablir l'ancienne monarchie que cette ambitieuse et insensée coalition s'agite sur le théâtre sanglant de la guerre.

On se rappelle que Valenciennes, Condé, Landrecy, le Quesnoi, furent conquis, au nom de l'empereur. La trahison devoit livrer Strasbourg aux Autrichiens. La conquête et le démembrement de la France furent les clauses secrètes du traité de Pilnitz. La nouvelle coalition veut exécuter ce système d'usurpation; mais l'histoire nous apprend une grande et consolante vérité : les puissances de l'Europe, en attaquant la France, ont toujours étendu ses domaines, en augmentant sa gloire. Les invasions qu'elles ont faites, leur ont toujours été funestes. Au lieu de conquêtes et de triomphes qu'elles attendaient, elles ont éprouvé des défaites et des humiliations. La France a toujours été pour eux une terre dévorante qui a ouvert des tombeaux pour ensevelir leurs nombreuses armées.

Sans remonter aux premières époques de la monarchie française, nous voyons que cet Empire, sous Philippe de Valois, était agité par des divisions nées du sein de la féodalité. La nature de son administration, les erreurs de ce siècle, et toutes les passions conjurées entretenaient cette anarchie tyrannique, qui dégradait l'humanité, opprimait le peu-

ple et consacrait tous les crimes. La cour était devenue un centre de brigandages, d'adultères et de parricides. Un royaume sans force, un gouvernement sans lois, sans autorité, un peuple sans mœurs et sans courage, voilà le spectacle affligeant que présentait la France : elle pouvait facilement devenir la proie et la conquête d'un roi ambitieux et guerrier. Edouard III, à la tête d'une puissante armée, marcha vers Paris, et laissa par-tout des traces de sa fureur dévastatrice. Les batailles de Crécy et de Poitiers semblaient annoncer la ruine de la monarchie française ; l'asservissement du peuple, la captivité de Jean, et les divisions qui déchiraient cet Empire, avaient anéanti la puissance civile et rompu tous les liens du corps politique. Déjà l'aristocratie se préparait à multiplier les chaînes de la féodalité. Paris, gémissant sous la domination tyrannique de Marcel, et agité par les détestables intrigues de Charles-le-Mauvais, était un foyer ardent de conspirations et de crimes. Il semblait que c'était à cette époque désastreuse que la nature avait fixé la dissolution de l'empire français. Mais cette nation généreuse revint à ses anciennes vertus. Les

rameaux de cet arbre antique étaient desséchés, il est vrai, mais ils pouvaient encore ombrager la terre, puisque la tige conservait sa force, sa sève et sa vigueur. Edouard, ce conquérant féroce, qui ne fit servir ses talens qu'au malheur de l'humanité, fut vaincu; il perdit ses conquêtes; les Anglais furent poursuivis jusque dans leur île. La France étendit ses domaines par la réunion du Poitou et de la Saintonge à ses provinces

La France, sous Charles VI, était un théâtre affreux de crimes et d'assassinats. Paris, inondé de sang, ses campagnes couvertes d'ossemens et de ruines, un roi imbécile, une reine commandant l'infamie et les meurtres, des princes séditieux bouleversant l'état, voilà le triste tableau d'anarchie et de calamité qu'offrait le gouvernement français. Comment la France, s'écrie un historien philosophe, a-t-elle pu sortir de ce cahos d'erreurs et de crimes? C'est que son roi n'eut pas la puissance de l'ensevelir toute entière sous ses ruines. Henri V sut profiter de ce tems d'infortunes et de désolation pour faire revivre les prétentions injustes d'Edouard III. La perte de la bataille d'Azincourt semblait annoncer une seconde fois

que la France allait devenir la proie de l'étranger. Un roi dans la démence, une reine factieuse et coupable des plus grands crimes, un prince du sang parjure et traître à la patrie, tout conspirait à donner le trône de la France à un roi étranger. Les Etats-Généraux et le parlement de Paris confirmèrent cet infâme traité qui a flétri d'un opprobre éternel les auteurs, les complices et les instigateurs de cette exécrable conspiration. Henri VI fut proclamé roi de France. Cet empire était près de tomber sous la domination anglaise. La bataille de Verneuil avait consterné la nation. Tous les jours étaient marqués par de nouvelles pertes et de nouveaux désastres. Mais le peuple français, qui n'est jamais plus redoutable que lorsqu'il a éprouvé des revers, sort de son sommeil léthargique et brise les chaînes ignominieuses sous lesquelles on le croit accablé, fait gronder le tonnerre, et s'arme de la foudre, rentre dans ses possessions, réunit à sa suzeraineté les domaines d'un vassal orgueilleux, et les Anglais sont chassés du territoire français. La bataille de Pavie et la captivité de François Ier. paraissaient le funeste présage de l'exécution du projet

insensé de Charles-Quint, qui voulait conquérir l'Europe, et fonder la monarchie universelle ; mais ce prince trouva dans le génie et le courage du peuple français des obstacles insurmontables. Il renonça à sa suprématie, et alla pleurer, dans la retraite, ses erreurs et l'impuissance de ses efforts ambitieux. Sans la France, Charles-Quint aurait peut-être asservi et gouverné l'Europe. Guillaume III, qui, en élevant la nation anglaise à un très-haut degré de gloire, détruisit sa morale et devint le corrupteur des mœurs publiques, forma cette ligue redoutable, dont l'objet était de combattre Louis XIV, et de renverser son trône. Déjà l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, la Suède, le Danemarck, les électeurs de Brandebourg et de Bavière, s'étoient ligués pour conquérir la France. L'armée des confédérés était de deux cents mille hommes. Louis XIV brava la ligue et la dissipa. Mais bientôt ce monarque, la terreur de l'Europe, et le vainqueur des nations, donna une idée de la vieillesse du lion ; la corruption et le faste de sa cour énervèrent son génie, son caractère et ses forces ; ce prince n'avoit plus de grands ministres ; son trône n'était entouré que de

courtisans et de flatteurs. Malboroug, le prince Eugêne et le grand pensionnaire Heinsius font, de concert, mouvoir les ressorts que combinaient les principales puissances de l'Europe contre la France qu'ils veulent démembrer. La marine française fut anéantie ; les funestes batailles d'Hochtett, de Ramillies, d'Oudenard, de Malplaquet préparaient ces démembremens. Eugêne et Malboroug entrent en France en vainqueurs ; mais le combat de Denain vient changer l'ordre des choses : la ligue abandonne ses projets de conquêtes, et le peuple français montra à l'Europe qu'aucune puissance ne pourra le vaincre, lorsqu'elle voudra détruire ses lois et son gouvernement.

Dans les dernières guerres, l'Anglais tenta des descentes en Provence et en Bretagne, mais il fut repoussé. Dernièrement encore, après avoir vomi sur nos côtes des rebelles, il fuit honteusement et va gémir dans son île de ses défaites et de ses humiliations. Au commencement de la révolution, les Prussiens inondèrent les plaines de la ci-devant Champagne ; mais leurs armées épuisées abandonnèrent bientôt une contrée qui ouvroit mille tombeaux pour les engloutir.

Les Autrichiens pénètrent en France, prennent Valenciennes, le Quesnoi et Landrecy; mais, attaqués et enveloppés de toute part, ils n'échappent que par une fuite précipitée à la mort qui les menaçoit; trop heureux d'abandonner, à ce prix, des conquêtes qui leur ont coûté tant de sang et de trésors.

La France ne sera jamais conquise ni subjuguée; jouissant d'une heureuse variété de climats, enrichie des plus belles productions d'un sol fertile, embrassant l'Océan et la Méditerranée, trouvant en elle-même tous les avantages que l'industrie et le commerce peuvent procurer, ayant une prodigieuse force militaire dans le courage de ses armées, dans les talens de ses généraux, dans l'éclat et l'étendue de ses conquêtes, dans l'appareil imposant de ses moyens de défense, dans ses places fortes et ses frontières, dans le nombre et le courage de ses soldats, dans l'opinion qu'elle su donner d'elle à ses ennemis par des prodiges inouis de bravoure. Sa prospérité est d'ailleurs fondée sur l'énergie de son gouvernement, sur la sagesse de ses lois, sur l'exrcice des vertus publiques, sur son amour pour les règles de la justice, sur sa nombreuse population, sur un climat

doux et un sol couvert des richesses variées de la nature. Si jamais la France s'anéantit, ce ne sera que par l'inévitable effet des lois éternelles du destin et des décrets immuables de la nature qui doivent dissoudre et les peuples et les Empires.

Les puissances coalisées, malgré le nombre et la force de leurs phalanges, ne peuvent donc jamais parvenir à envahir la France, ni à morceler son territoire. Ses frontières, ses fleuves, ses places fortes sont des barrières contre lesquelles viendront se briser les efforts de leurs armées.

Si l'on considère les anciennes et les nouvelles limites de ce vaste Empire, on sera convaincu de cette vérité : par les nouvelles limites, nous sommes maîtres de la Belgique et du Brabant autrichien. Nous avons conquis sur l'Empire germanique les pays situés sur la rive gauche du Rhin; sur la rive droite de ce fleuve, nous avons Dusseldorf, Erenbresthein, les électorats de Cologne et de Trèves, Luxembourg, et une partie du duché de Berg. A Neuwied, nous occupons le pont et les fortifications qui le couvrent; Manheim, Kell, sont en notre pouvoir; nous avons rétabli le pont d'Huningue et les

ouvrages qui le défendent. Il faudrait, pour passer le Rhin, des forces considérables. Les puissances alliées n'en possèdent que la source et les embouchures. Ces nouvelles frontières présentent un aspect imposant. Parmi les places qui se trouvent à la rive droite de la Meuse, et qui sont comprises entre cette rivière et le Rhin, est Luxembourg, la plus forte place de l'Europe, si l'on en excepte Gibraltar; il ôte aux ennemis leur seul point d'appui. C'est-là qu'ils formaient leurs magasins, et réunissaient leurs forces pour attaquer nos frontières sur la Moselle. Luxembourg nous assure un boulevard inexpugnable qui couvre la France; il nous donne la facilité de faire une guerre offensive, et devient ainsi le gage d'une paix solide et glorieuse. L'ennemi ne pourra plus nous attaquer, lorsqu'il verra que le résultat immédiat et inévitable de son aggression, serait l'invasion de son propre territoire, dépourvu de tout moyen de défense.

Si nous examinons le pays situé à la rive gauche de la Meuse, qui est la Belgique, nous verrons que nous avons deux barrières de défense : l'une est l'ancienne qu'il faudrait conserver, parce qu'elle nous couvre non-

seulement du côté des Pays-Bas, mais encore du côté de la mer; l'autre est la rivière même de la Meuse qui enveloppe la Belgique, barrière formidable par la possession de Maëstrick et de Vanloo, qui nous appartiennent et par la faculté que nous nous sommes réservée dans notre traité d'alliance avec la République batave, de mettre garnison en tems de guerre, à Grave, Bois-le-Duc, Berg-op-Zoom, qui en défendent le passage, en même tems que Luxembourg prend à revers l'armée ennemie qui voudrait le tenter. De Flessingue, nous pouvons foudroyer les Anglais, s'ils voulaient remonter l'Escaut. Pour que notre territoire actuel fût entamé, il faudrait que l'ennemi forçât cette barrière qu'oppose la Meuse par des places fortes; ses armées éparses dépériraient, et après des pertes multipliées, il se verrait forcé d'abandonner sa téméraire entreprise.

Les places fortes de la Batavie nous mettent à l'abri de toute invasion. Vers le Nord, Maëstrick, Berg-op-Zoom et Ostende, couvrent nos frontières et les rendent inattaquables. Le Rhin, avec les places fortes que nous occupons sur sa rive gauche et avec Mayence, est, au Levant, une barrière in-

surmontable. Au Midi, des montagnes, des défilés, des places fortes arrêteraient la marche des ennemis; par-tout ils trouveraient des armées prêtes à les combattre, et de nouveaux bataillons sortiraient, pour ainsi dire, de la terre pour les exterminer.

Quand même les puissances coalisées s'empareraient des pays conquis, et qu'elles nous obligeraient à rentrer dans nos anciennes limites, leur invasion entraînerait la perte de leurs armées. La principale force d'une frontière consiste dans les obstacles naturels que l'ennemi trouve à son approche pour l'attaquer; les montagnes, les défilés, les fleuves, les bois, les précipices, la stérilité du terroir, le génie des habitans, la difficulté de se procurer des subsistances et d'ouvrir des communications, sont des obstacles que souvent le courage et la hardiesse ne peuvent surmonter. La frontière ancienne de la France commence à Bâle en Suisse et court dans une direction diversement inclinée jusqu'à Dunkerque. On peut diviser cette longue ligne en trois parties, qu'il faut considérer séparément. Le général anglais Lloys nous a donné des notions certaines sur cet objet, et c'est d'après ses mémoires, aussi

exacts que profonds, que nous écrivons. La première partie de cette ligne, depuis Bâle jusqu'à Landau, couvre la ci-devant Alsace; elle a quarante-cinq lieues de long : la seconde partie va de Landau à Sedan, coupe la Moselle et couvre la ci-devant Lorraine, du côté de l'électorat de Trèves, des duchés de Deux-Ponts, de Luxembourg et de Limbourg; elle a soixante-trois lieues de longueur : la troisième s'étend depuis Sedan, sur la Meuse, jusqu'à Charlemont et Dunkerque. L'étendue totale de cette frontière est d'environ cent soixante lieues.

La première partie de cette ligne est couverte par le Rhin, sur lequel sont les villes de Huningue, Neuf-Brisac, Strasbourg et Landau. Une armée campée près de cette ville, appuyée au Rhin et couverte par des places de guerre, s'opposerait au passage de l'ennemi; il ne pourrait séparer son armée, ni prendre ses quartiers d'hiver dans la ci-devant Alsace, parce qu'il serait sans cesse harcelé par une armée qui serait campée ou cantonnée dans les montagnes. Si l'ennemi passait le Rhin, sa perte serait certaine; il se verrait enfermé entre les fleuves, les montagnes et les places de guerre.

L'art et la nature ont conspiré à rendre très-forte cette partie de nos frontières, qui s'étend depuis Laudau jusqu'à Sedan. Il y a dans cette étendue des places fortes; le pays est très-difficile à parcourir par la quantité de montagnes et des défilés qui s'y trouvent. Une armée, campée à Landau, peut tenir en échec l'ennemi sur le Rhin, pendant qu'une autre armée, placée sur la Meuse, près de Sedan, l'arrêterait, s'il voulait pénétrer en France par la ci-devant Lorraine et la ci-devant Champagne.

La troisième partie de cette frontière s'étend depuis Sedan jusqu'à Charlemont et Dunkerque; elle est hérissée d'une quantité prodigieuse de places de guerre et de postes. Elle forme un angle saillant dans quelques parties. Une armée ennemie n'y saurait entrer sans être exposée de front ou de flanc à quelque place forte; une armée placée sur la Sambre et une autre aux environs de Condé, forceraient l'ennemi à la retraite. Il n'y a point de puissance qui puisse attaquer cette partie des frontières depuis Landau jusqu'à la Meuse, en marchant sur la Moselle par le pays entre le Rhin et la Meuse. Nous avons la chaîne des Apennins. Nous

possédons le mont Cénis et le col de Tende. Nous avons le Porentruy dont les gorges et les défilés arrêteraient les armées ennemies. Que d'obstacles à vaincre pour pénétrer dans la ci-devant Provence ! Il faudrait passer le Var, dont le passage est si difficile et si dangereux; les ennemis y trouveraient une armée et une artillerie foudroyante. Pour assiéger toutes les places fortes qui sont sur les trois lignes de nos frontières, il faudrait des armées qu'on serait forcé de renouveler; il faudrait pour s'en emparer, des armées entières et des trésors immenses. Toutes ces armées, découragées, affaiblies par le fer et les maladies, s'épuiseraient bientôt. Dans une guerre offensive, il faut multiplier ses moyens, parce que les obstacles sont plus grands que dans le système défensif.

Si les armées ennemies pénétraient en France, on verrait tous les Français offrir leurs biens, leur sang, leur or, leurs moissons au gouvernement; la nation entière se leverait et s'armerait pour purger le sol de la République française de ces hordes de barbares qui porteraient par-tout l'incendie et la mort. Des vainqueurs féroces ne connaîtraient ni clémence, ni pitié; armés du

glaive de la vengeance, ils feraient de la France un vaste tombeau, où ils entasseraient leurs victimes; rien ne serait épargné ni sexe, ni condition, ni âge. Les royalistes eux-mêmes tomberaient sous leurs coups meurtriers; ceux qui échaperaient à la mort, recevraient les fers de l'esclavage; qu'importerait à ces dévastateurs barbares qu'on fût républicain ou royaliste? Ils veulent conquérir, usurper, détruire, massacrer. Qu'on ouvre les pages sanglantes de l'histoire, et l'on verra que c'est au nom du salut et de l'intérêt des peuples que les conquérans ont porté l'incendie et le carnage. Sous prétexte de délivrer la Pologne d'une servitude humiliante, les Russes l'ont investie, conquise et démembrée : les malheureux Polonais ont péri par le fer ou gémissent dans les chaînes de l'esclavage; la Courlande, peuplée de quinze mille habitans, a été envahie, incendiée : le souverain légitime a été expulsé de ses états, et un agent russe, servile instrument du despotisme, en a été proclamé suzerain. Ces barbares, vomis des flancs du Nord, ont saccagé l'Ukraine polonaise, y ont égorgé cent mille hommes, latins ou grecs. L'Anglais, qui vante avec orgueil sa

générosité et sa clémence, a surpassé tout ce qu'on lit, dans l'histoire, des crimes des conquérans, des fureurs des barbares, et des meurtres des sauvages. L'humanité, la justice, la philosophie ne pardonneront jamais à ce gouvernement perfide les atrocités dont il s'est rendu coupable : le sang des victimes égorgées criera éternellement vengeance, et doit un jour armer le ciel et la terre contre cette race exécrable d'assassins. Avec quels sentimens d'horreurs et d'indignation on se rappelle les injustices et les cruautés exercées par les armées anglaises dans les deux Indes !

L'Indostan, cette riche et fertile contrée de l'Asie, est devenu le théâtre des assassinats et des déprédations du gouvernement anglais. Au lieu de communiquer aux Indiens leurs connaissances dans les sciences et les arts, de leur apporter les productions de leur climat pour en recevoir en échange les produits de l'industrie indienne, des conquérans féroces ont porté dans ces paisibles régions la désolation, la misère, l'esclavage, et la mort. Ils ont incendié les villes et les provinces, massacré les habitans, ouvert des tombeaux pour entasser leurs victimes ;

ils ont détrôné les princes indiens, et distribué à leurs sujets des poignards pour les égorger ; ils ont corrompu des nations entières pour les accoutumer à la servitude ; ils ont renversé ces monumens et ces institutions qui pouvaient rappeler le tems de leur gloire et de leur puissance ; ils les ont gouvernés avec un sceptre de fer, et après les avoir dépouillés de leurs héritages et de leurs trésors, ils les ont fait périr par le glaive, et au milieu des tortures et des supplices. Les Indiens ont été successivement conquis par Alexandre, par Gengiskan, par Timour, par Nadir Chah ; mais ces conquérans de l'Asie, au milieu du carnage, montraient quelquefois des principes de justice et d'humanité, tandis que les Anglais ont suivi un système calculé et méthodique d'oppression et de brigandage, et ont inondé de sang de vastes régions, non-seulement pour assouvir leur férocité, mais encore pour appaiser cette soif inextinguible de l'or qui les tourmentait.

Les Anglais se rendirent coupables d'un crime qui fait frémir l'humanité, et que l'historien ne peut raconter, sans éprouver un sentiment d'horreur et d'indignation, et sans dévouer à la haine des siècles ces mons-

tres vomis par les enfers, qui ont surpassé en férocité ces hordes sauvages qui ne se nourrissent que de sang humain; les Indiens, attachés à leur religion, préféraient mourir de faim à violer le précepte qu'elle leur prescrivait, en leur ordonnant de s'abstenir de manger de la viande. Les Anglais emmagasinèrent le riz pour contraindre les Indiens à l'acheter à un prix fixé par leur avarice. Raynal, révolté par la tache que cette atrocité répand sur les Européens, refuse de croire que les Anglais se soient rendus coupables de cet infâme monopole. On ne saurait néanmoins en douter, depuis que ce fait a été consigné par leurs historiens dans les annales britanniques. Non, jamais les Espagnols en dépeuplant l'Amérique, en portant par-tout l'incendie et la mort, n'ont commis autant de forfaits que les Anglais dans l'Indostan; l'ami de l'humanité, le philosophe qui voudrait voir tous les peuples libres, heureux et unis par les nœuds de la concorde et de la bienfaisance, forme des vœux secrets pour la destruction de cette race homicide qui voudrait renouveler en Europe les fureurs et les crimes dont elle s'est rendue coupable en Asie.

En Amérique, la dévastation, le pillage annonçaient la marche des armées anglaises: des milliers de citoyens, sans distinction d'âge et de sexe, furent chassés de leurs paisibles demeures, ou exposés aux injures de l'air et à la rigueur des saisons par l'embrâsement des villes sans défense. Dans leurs triomphes, ces barbares massacrèrent de sang-froid des hommes qui n'étaient plus en état de leur résister: ceux qui échappèrent à la première scène de carnage, furent réduits à traîner leur déplorable existence dans des cachots profonds où ils étaient jetés tout-nuds, et où ils mouraient de froid et de faim. Ces horreurs n'ont pas été l'ouvrage de la cruauté insultante d'un individu; c'était un système d'oppression consacré par la sanction de la législation britannique, et par toutes les formalités de la loi; déterminés à rompre les liens les plus forts de la société, ces tyrans ont excité des serviteurs à massacrer leurs maîtres dans le sein paisible de la sécurité domestique; et, comme si ces meurtres n'eussent pas suffi pour appaiser le soif de sang, ils ont soulevé les sauvages dont la première règle, dans la guerre, est de tout égorger sans distinction, et qui se font un barbare

plaisir d'immoler les enfans sur le sein de leur mère, de massacrer des vieillards expirans, de faire souffrir à leurs prisonniers les tourmens les plus horribles et de commettre des atrocités qui font frémir la nature.

La contre-révolution de Naples et de Turin doit instruire la France et lui annoncer son sort, si les armées ennemies pénètraient sur son territoire. Les amis de la liberté ont été égorgés, les royalistes ont été persécutés; leurs domaines ont été ravagés par une soldatesque effrénée, et des contributions ont été imposées sur ces héritages. Quand Attila ravageait les empires et immolait ses victimes, il épargnait du moins ceux qui reconnoissaient son autorité; il respectait leurs propriétés, et la clémence succédait aux meurtres et à la vengeance. Mais les barbares du Nord ont exercé leurs fureurs sur leurs ennemis, leurs amis et leurs alliés. Ce n'est point sur le théâtre sanglant de la guerre et au milieu des cris des victimes expirantes que des armées sans discipline et des soldats féroces, avides de sang et de pillage, écouteront la voix de la justice et de l'humanité. Ce tableau sanglant comprime et endurcit: les soldats ne connaissent plus alors que l'ins-

tinct des bêtes féroces ; tout est pour eux un ennemi qu'il faut abattre ; on ne considère point alors dans ce citoyen ses opinions politiques ; s'il est républicain, il sera égorgé sur le champ de bataille ; s'il est royaliste, il sera arraché de son asyle et périra ou recevra les fers de l'esclavage, et ses domaines deviendront la proie de son vainqueur.

Ces commotions qui ébranlent les empires sont souvent accompagnées de malheurs et de crimes ; mais elles sont quelquefois au monde politique ce que les tempêtes et les orages sont au monde physique : ils purifient l'air et embellissent l'horison. On ne peut aller au bien qu'en parcourant les degrés de l'infortune ; et ce n'est que quand on est parvenu au terme de la victoire qu'on peut goûter le bonheur et la paix ; mais les contre-révolutions sont terribles. L'esclavage, la misère et la mort en sont toujours le résultat : tous les partis ne respirent que la vengeance : le corps politique s'agite et se convulsionne sur tous les points : la faction vaincue se détruit par le fer et le feu ; la faction victorieuse devient esclave du conquérant et gémit dans les chaînes de l'oppression. L'ins-

trument de la mort est arboré par-tout ; le signal du carnage se fait entendre de tous côtés : l'image de la destruction se psésente à tous les regards ; l'Etat est couvert d'une robe de sang, et est changé en un vaste tombeau : on passe du carnage aux supplices ; une sombre terreur règne, les délations se préparent ; le glaive de la vengeance est suspendu sur des milliers de têtes : on dresse des tables de proscriptions ; on désigne les victimes qu'il faut immoler ; les noms des citoyens qui ont des talens ou des richesses, y sont inscrits ; on détruit les monumens des arts et de l'industrie. Tous les maux de l'anarchie et tous les crimes de la guerre civile s'accumulent ; l'empire chancèle, souffre, tombe et s'ensevelit sous des ruines ; et le peuple, après avoir parcouru tous les degrés de la misère de et l'infortune, reçoit les chaînes de l'esclavage : il est régi par une verge de fer, et un gouvernement militaire est institué pour le comprimer par la terreur.

Une contre-révolution en France conduirait l'Etat à cette dégradation, et le peuple français présenterait le spectacle d'une nation avilie et lâche : il deviendrait la risée de l'Europe et l'opprobre de son siècle. Il faut

que la République existe ou que le peuple soit exterminé. Il doit donc préférer la mort au rétablissement de la monarchie ; il doit s'ensevelir sous les débris de la République, s'il ne peut la sauver. Un roi qui monterait sur le trône, serait forcé, pour l'affermir, de devenir un tyran féroce ; il ne pourrait gouverner qu'avec un sceptre de fer, qu'en égorgeant des victimes, et en s'emparant des propriétés de ses esclaves ; il ne serait point le père et le protecteur de la nation : il en serait le fléau et le destructeur. Un roi qui remonte sur le trône dont ses pères ont été dépouillés, est terrible dans sa haine, et féroce dans sa vengeance ; armé de la foudre, environné de la force militaire, il viole ses promesses et ses sermens ; sa couronne chancèle sur son front ; il croit voir son trône environné de conspirateurs ; pour le conserver, il veut égorger des victimes ; sous un langage de douceur et de clémence, il médite le massacre des amis de la liberté ; et brisant bientôt des liens formés par la politique et l'intérêt, il s'environne de l'appareil militaire, et ne s'arrête dans ses sanglantes exécutions que lorsqu'il voit ses ennemis anéantis, et le peuple entier asservi et enchaîné

par la terreur. Celui qui se repose sur la clémence d'un roi détrôné, est un insensé qui expiera bientôt sa crédulité sur l'échafaud. S'il a défendu les droits du peuple et de la liberté publique par ses actions, ses écrits ou ses discours, il périra. S'il s'est déclaré l'apologiste de la monarchie, on exigera de lui de grands sacrifices ; il faudra qu'il contribue à réparer les finances épuisées, à payer les dettes immenses de l'Etat, qu'il consente à se dépouiller de ses héritages, à verser ses trésors pour soutenir le gouvernement, à payer les frais d'une guerre longue et meurtrière ; s'il refuse de faire les sacrifices qu'on lui demandera, ils deviendront forcés ; ses plaintes et ses murmures seront des conspirations ; et c'est ainsi que sa fidélité constante sera punie par la disgrace ou par l'exil. Un nouvel ordre de choses exige une nouvelle répartition des impôts : si la force des circonstances commande impérieusement aujourd'hui de grands sacrifices que le gouvernement sollicite à regret, que sera-ce, lorsqu'il faudra entretenir la puissance du monarque, qui ne pourra régner que par le despotisme et la terreur ? On ne pourra mettre des impôts sur l'industrie, sur le

commerce, qu'il faudra rétablir. On ne pourra créer de taxes sur le pauvre, ni sur les artisans. Les propriétaires fonciers supporteront seuls ce triste et pesant fardeau, parce qu'il n'existera pour lors de véritable richesse que celle qui vient de la terre. Les propriétés territoriales ne pourront résister à cette surcharge accablante; elles seront inondées par le torrent dévastateur des contributions énormes. L'agriculture sera abandonnée; ce malheur entraînera irrésistiblement la ruine de l'industrie, des manufactures et du commerce. C'est ainsi que cet empire, aujourd'hui si florissant, tombera en lambeaux, pour se précipiter vers sa dissolution. Mais écartons de si tristes présages; et ouvrons nos cœurs à la joie et à l'espérance. Le peuple français, qui a étonné l'univers par des prodiges de force et d'héroïsme, ne recevra point les fers de l'esclavage et n'obéira point aux caprices avilissans du despotisme: il défendra sa constitution par la force de ses armes, et l'affermira par la sagesse et la pratique des vertus publiques. Le nouveau gouvernement français, digne de notre confiance et de notre respect, travaillera avec un zèle infatigable à guérir les plaies de l'état. C'est par ses travaux, sa

fermeté, son génie et sa prudence qu'il parviendra à consolider l'édifice auguste de la liberté publique. Que peut contre la République française cette coalition insensée des rois qui ébranlent eux-mêmes leurs trônes pour satisfaire leur ambition, et qui ne peuvent se dérober aux malheurs qui les menacent qu'en demandant la paix? Il est donc de l'intérêt des puissances de l'Europe, qui nous ont déclaré la guerre, de faire cesser ce fléau destructeur qui épuise le sang et les trésors de leurs peuples. Les autres puissances ont un égal intérêt à s'unir avec la République et à garder une neutralité qui doit leur procurer des avantages propres à augmenter leur gloire et à étendre leur commerce. Pour se convaincre de cette vérité, parcourons les différens états de l'Europe, et présentons le tableau de leur situation politique et militaire.

L'Angleterre, après avoir dominé si longtems sur les mers, après avoir dicté ses lois, humilié tous les pavillons de l'Europe, étendu son influence puissante sur le commerce des deux hémisphères, cet Empire, en apparence si florissant, est près de se précipiter vers sa dissolution, si son gouvernement ne

se hâte de demander la paix. L'Anglais gémit et gémira long-tems sous le poids des impôts. La nation voit encore saigner les blessures dont elle acheta si cher ses conquêtes et ses triomphes. Cet accroissement énorme de puissance prépare sa chûte. Ainsi les grands Empires, si imposans par leurs dehors gigantesques, ne sont que des colosses sans vigueur qui s'écroulent avec fracas, après avoir excité l'admiration et la stupeur du vulgaire. Le système et le gouvernement d'une nation maritime et commerçante produisent des vices et des maux qui affaiblissent insensiblement sa puissance et la conduisent par degrés à un état de faiblesse et de langueur qui prépare sa dissolution. Elle brille quelque tems : son luxe, ses richesses, ses flottes, ses vaisseaux, ses ports, ses colonies, ses comptoirs présentent un spectacle majestueux et imposant. Mais un ver invisible ronge cette tige dont les rameaux divers semblent ombrager l'univers ; les mœurs se corrompent, la dette nationale s'accroît à un point effrayant, l'agriculture languissante périt ; les signes d'un numéraire fictif se multiplient avec excès et avec une rapidité étonnante. Bientôt

les canaux sont engorgés et la circulation s'arrête. La corruption, comme un torrent dévastateur, entraîne avec elle la constitution et les lois, et prépare les fers de l'esclavage. Ah ! n'en doutons point, ce colosse s'écrasera sous son propre poids. La politique orgueilleuse et mercantile du gouvernement anglais, son systême de machiavélisme et d'immoralité, tout annonce sa destinée. Londres aura le sort de Carthage ; et une république forte et territoriale détruira cette puissance qui ne doit son existence et son éclat qu'à la faiblesse des gouvernemens de l'Europe. Il est de l'intérêt de toutes les puissances de l'Europe de sortir de leur stupeur, et de réunir leurs forces pour briser le sceptre maritime que les Anglais ont usurpé et qui pese sur toutes les nations. Il est tems d'assurer cette liberté de navigation et de commerce qui doit être une propriété commune, et dont la jouissance exclusive est un outrage et un scandale que l'Europe ne peut plus tolérer. On a versé des flots de sang pour rétablir sur le Continent cette balance destinée à s'opposer à l'ambition des grandes puissances. Il est tems de se réunir pour maintenir sur les mers ce même sys-

tême d'équilibre qui doit multiplier dans toutes les parties de l'univers ces canaux salutaires, propres à répandre l'abondance et la fertilité. Cette suprématie maritime viole les droits des nations et les principes de cette justice universelle qui doivent régir les sociétés politiques. Le gouvernement anglais est donc l'ennemi de l'Europe, puisqu'il veut s'emparer du commerce universel et des trésors des deux mondes. Il veut détruire la marine des autres puissances, s'aggrandir de ses succès et des pertes de ses ennemis. Il veut par le nombre de ses vaisseaux présenter des boulevards sur toutes les mers, et commander à tous les peuples le respect et l'obéissance. Des forteresses redoutables sont élevées pour lui assurer la domination de l'Océan européen, de l'Océan américain, de l'Océan atlantique, de l'Océan indien. Il veut que des milliers de bâtimens apportent en tribut à la Tamise les richesess de tous les fleuves, depuis le Tage jusqu'au Gange, depuis l'Elbe jusqu'au fleuve Saint-Laurent. Il veut être maître du Sund, et faire flotter son pavillon sur la Baltique. Il veut réunir irrévocablement à son domaine ces monumens de sa perfidie, et nous enlever ceux

de notre puissance et de notre gloire. Il veut détruire la balance politique par une accumulation énorme d'établissemens usurpés dans les deux mondes; en ôtant aux autres nations les appuis de leur commerce maritime, il veut enfin, par l'anéantissement des marines de la France, de la Hollande et de l'Espagne, usurper l'empire de l'Océan et des mers de l'Europe. Mais la République française, pour l'intérêt des autres nations, arrêtera cette marche rapide vers le despotisme des mers. Elle vengera l'Europe et l'humanité des crimes de ce gouvernement ambitieux, qui veut injustement établir cette suprématie maritime si funeste aux autres puissances; si elles veulent seconder les efforts de la France, l'Angleterre perd sa suprématie. Que la Russie et la Prusse lui ferment la Baltique, l'Elbe et le Veser, le Portugal le Tage, l'Espagne et la république batave leurs ports; abandonnée du Continent, elle verra son commerce périr, son crédit s'anéantir et sa prospérité se changer en misère. Alors on comprendra en Angleterre que les mers sont un domaine inutile, si les mers auxquelles des ports aboutissent, demeurent fermées au commerce.

Le gouvernement anglais doit être en horreur à toutes les nations. C'est lui qui épuise les trésors du peuple pour fomenter ces guerres longues et meurtrières qui ensanglantent la terre et détruisent l'espèce humaine. Il viole les droits des peuples, en s'emparant de leur commerce ; il outrage les lois éternelles de la justice, en fondant sa grandeur et sa puissance sur l'usurpation, les meurtres et cette politique machiavélique qui tend à détruire ces principes sacrés de morale, de raison et d'équité qui assurent la prospérité et le bonheur des peuples et la splendeur des Empires.

Les sociétés politiques présentent dans leurs révolutions des phénomènes extraordinaires et des prodiges singuliers ; mais jamais on ne verra détruire cet ordre invariable fixé par les lois éternelles de la nature. Au milieu de ses agitations et de ses bouleversemens, elle a une marche suivie et constante dans ses grandes opérations. Jamais elle ne permettra qu'une nation puissante par sa valeur, par l'étendue de ses provinces, par la fertilité de son sol, par son industrie et par ses connaissances dans toutes les parties de la politique et de l'ad-

ministration publique, succombe sous les efforts d'un peuple insulaire, corrompu par ses richesses et son luxe, et qui se prosterne aux pieds de ses oppresseurs pour acquérir des trésors et des dignités. L'histoire ne devrait-elle pas instruire le gouvernement anglais, le corriger et lui apprendre la supériorité de la France sur l'Angleterre? N'a-t-elle pas chassé ces insulaires du continent? ne leur a-t-elle pas enlevé leurs cités, leurs fiefs, leurs domaines? et le seigneur suzérain n'a-t-il pas forcé son vassal de lui abandonner ses provinces, et de se retrancher au-delà des mers?

La République française, gouvernée par des lois justes et sages, dirigée par des administrateurs remplis de lumières et de probité, délivrée de ses agitateurs, et sur-tout de ces vampires qui se nourrissent de la substance du peuple, et insultent par un faste insolent aux calamités publiques, doit nécessairement, si elle le veut, conquérir et subjuguer l'Angleterre. Rome a détruit Carthage; Tyr et Sidon sont ensevelis sous des ruines; et il est écrit dans les destinées éternelles que les empires commerçans et maritimes, dont la grandeur ne repose pas

sur un sol fertile et une nombreuse population, touchent à leur dissolution. Un peuple qui veut triompher par l'or et la trahison, sera contraint de céder à une nation qui n'emploiera que le fer et le courage. Cette vérité est de tous les tems et de tous les lieux; elle est consignée dans toutes les pages de l'histoire; rien ne peut suspendre et arrêter cet ordre prescrit par la nature.

Il faut détruire Carthage, disait Caton, dans le sénat romain. *On ne vaincra jamais les Romains que dans Rome*, disaient Annibal et Mithridate. Le maréchal de Saxe répétait souvent : *on ne vaincra jamais les Anglais que dans Londres.* Si le gouvernement britannique veut se perpétuer dans ses usurpations, s'il veut armer l'Europe contre la République française, il faut aller porter la guerre sur les bords de la Tamise, et forcer le gouvernement anglais à accepter l'olivier de la paix. L'anglais ne fut jamais plus faible que dans ses propres foyers. Les Romains, les Danois, les Normands, ont conquis et subjugué la Grande-Bretagne; Louis VIII a été proclamé roi à Londres; Ruiter fit trembler cette capitale; une seule escadre hollandaise éleva de longs amas de

cendres sur les deux bords de la Tamise. Il est inutile de parler ici de diverses expéditions faites par les Français pour tenter des descentes en Angleterre. Des fautes militaires ou des intrigues de cour s'opposèrent au succès de ces invasions. Mais cette grande expédition dirigée par un chef intrépide doit nécessairement réussir. Les soldats de la liberté ne connaissent aucun obstacle ; ils volent au combat en bravant le danger et en chantant des hymnes de la victoire ; l'amour de la patrie enfante des miracles, et le ciel doit bénir les armes d'un peuple qui veut venger l'Europe et l'humanité des attentats d'un gouvernement oppressif et déprédateur.

Le passage de la mer pour aller en Irlande n'est pas plus difficile pour nous que le passage du Rhin. Nos armées triomphantes ont passé ce fleuve, à la vue des phalanges ennemies et sous le feu d'une artillerie formidable. On peut aborder sur les côtes des trois royaumes de la Grande-Bretagne. Les ports de toute la partie qui fait face aux côtes de France sont aujourd'hui barrés : ils sont très-propres pour y tenter une descente avec des bateaux, sous l'escorte de frégates

qui approcheraient beaucoup plus près de la barre que ne pourraient le faire de gros vaisseaux. Les vents d'ouest, du sud, du sud-ouest, peuvent porter sur l'Angleterre toutes les voiles de France. On a vu quelquefois des flottes, profitant des ténèbres de la nuit ou d'une brume épaisse, passer au milieu des escadres ennemies, sans être apperçues. La flotte du prince d'Orange passa, en six heures, le détroit de Calais sans que l'armée navale de Jacques II, qui était aux Dunes, en eût connaissance. L'amiral Anson, au retour de son grand voyage, apprit qu'il avait passé au milieu de l'escadre qui croisait devant Brest. L'heureux succès d'un débarquement doit opérer une révolution en Angleterre et forcer le gouvernement à accepter la paix. Ainsi le gouvernement français doit faire tous ses efforts et réunir tous ses moyens pour exécuter cette entreprise aussi nécessaire que hardie, qui remplirait tout-à-la-fois les objets que n'ont pu atteindre ni nos traités de paix, ni nos traités de commerce. Alors la nation anglaise, éprouvant dans son sein les calamités de la guerre, prendrait des dispositions pacifiques; le gouvernement, qui ne contient le peuple que

par des moyens violens et arbitraires, craindrait sans cesse une révolution ; il serait forcé d'abandonner ses projets de conquête, et de concentrer ses forces dans l'intérieur ; il perdrait une grande partie des ressources qui le mettent en état de continuer la guerre, et il serait contraint de demander la paix.

L'Autriche, en déclarant la guerre à la France ; n'a consulté que sa haine et son ambition : cette puissance méditait de grands et vastes projets. Elle voulait dissoudre le corps germanique, partager les fiefs épars de l'Allemagne, réunir sous les mêmes lois et la même autorité les Etats des princes qui l'inquiétaient, exercer sur toutes les parties de la Germanie une suzeraineté souveraine, et s'emparer de la Lorraine. Mais cette guerre injuste a fait chanceler l'empereur sur son trône ; et ce trône eût été renversé sans la générosité du peuple français. Un général, que l'histoire placera au rang des héros anciens et modernes, s'empare des états autrichiens, poursuit sa marche triomphale et se prépare à attaquer l'empereur dans sa capitale. Ce prince demande la paix et l'obtient de la magnanimité et de la modération du gouvernement français.

Mais l'Autriche viole bientôt le traité de Campo-Formio : elle refuse d'évacuer toutes les parties comprises entre le Tyrol et le Mein. Cent mille Autrichiens sont armés pour reprendre les hostilités. La cour de Vienne envoie des armées pour soulever l'Helvétie et s'en emparer ; elle insulte l'ambassadeur français et fomente une coalition contre la France, demande des subsides à l'Angleterre, appelle à son secours les Russes, épuise tous les moyens de l'intrigue pour engager la Prusse à quitter son système de neutralité, fait un traité avec la Porte et veut armer l'Europe pour détruire la constitution et le gouvernement du peuple français. Mais cette République puissante est destinée à renverser les trônes des rois qui veulent s'armer pour la combattre. Le peuple français n'a cessé de présenter l'olivier de la paix, et d'offrir les plus grands sacrifices pour pacifier l'Europe ; sa modération et sa justice n'ont servi qu'à donner plus d'activité à l'ambition de cette Puissance orgueilleuse, qui a voulu, dans le tems de sa grandeur, affecter la monarchie universelle, et asservir l'Europe. Cependant ses propres annales doivent l'instruire que, dans toutes les guerres

qu'elle a soutenues, elle a fait des pertes immenses, et qu'elle a toujours été punie par des démembremens de l'Empire. Si elle a repris le Milanez et la Lombardie, bientôt nos armées, que la victoire accompagne toujours, chasseront la maison d'Autriche de toute l'Italie, et l'étendard de la liberté sera encore arboré à Milan et à Mantoue.

L'Autriche, malgré la vaste étendue de ses états, n'est pas une puissance redoutable : la conquête en est facile. En 1618, si le palatin Frédéric eût été un homme de génie, elle perdait la Bohême. En 1685, Vienne fut sur le point d'être prise par les Turcs. En 1704, sans la bataille de Hochtett, elle se voyait cruellement humiliée. En 1740, Marie-Thérèse fut près de perdre ses Etats. Si, en 1756, le roi de Prusse eût été vainqueur à Collins, l'impératrice perdait la Bohême, la plus-forte de ses provinces. Par le traité de 1738, la maison d'Autriche fut forcée de céder le royaume de Naples et de Sicile, les plaines de la côte de Toscane, les forteresses de Novero et de Tortone, avec les terreins qui en dépendent, Bellegrade, Sabach, la Servie, toute la Valachie autrichienne, en y comprenant les montagnes.

Par le traité de Breslaw, elle a perdu la Silésie et le comté de Glatz; par le traité de Parme, elle a perdu les duchés de Parme et de Plaisance, la Vigevernasque, une partie du Parmesan et du comté d'Anghiern; si elle a acquis la Toscane, il faut se rappeler d'abord que c'est une compensation pour la Lorraine. C'est plutôt une illustration qu'un accroissement de puissance; cette propriété met un souverain de plus dans la famille, sans en augmenter les forces effectives, puisqu'elle ne peut être réunie à la monarchie elle-même. Elle a perdu ces fameux Pays-Bas, couverts de campagnes si fertiles, et où s'élèvent tant de riches cités. Il est vrai que l'empereur, par le dernier traité, a obtenu la Dalmatie, l'Istrie et la ville de Venise; mais ces acquisitions ne compensent point ses pertes, et les cessions qu'il a été obligé de faire. Venise, qui fut jadis une puissance maritime, réellement formidable, n'est plus célèbre que par le souvenir de son ancienne grandeur. L'Istrie et la Dalmatie ne fourniront jamais assez de marins pour former une marine et équiper une flotte. L'empereur épuise les trésors et le sang de ses peuples pour soutenir une guerre qui le

conduira à sa perte ; ses Etats se dépeuplent, l'agriculture languit, toutes les branches de l'administration publique souffrent ; la paix lui est nécessaire pour rétablir l'ordre dans ses Etats, pour prévenir le mécontentement de l'Autriche, l'insurrection de la Bohême, les murmures de la Transilvanie, et les factions de la Hongrie ; une guerre prolongée lui deviendrait funeste. Bonaparte a fait trembler l'empereur sur son trône ; si ce héros reparaît à la tête des armées triomphantes, il ira l'assiéger jusques dans sa capitale, et le forcera à accepter la paix. Le gouvernement français montrera sa force et sa puissance, en contraignant les ennemis à fermer les sources de cette guerre qui dépeuple, depuis si long-tems, la terre. Qu'il est beau, qu'il est magnanime d'offrir l'olivier de la paix, au milieu des lauriers qui ornent et ombragent le front de nos guerriers !

La Russie, dans un espace déjà plus vaste que toute l'Europe, n'a ni population, ni crédit, ni richesses. Cependant cette puissance médite de grandes entreprises ; elle veut gouverner et dicter des lois à l'Europe et à l'Asie ; elle veut conquérir la France, avoir des ports dans la Méditerranée, créer

une marine redoutable, s'emparer de la Turquie européenne, s'étendre en Pologne, s'avancer vers l'Allemagne. Elle a envahi la Pologne, s'est emparée de la Courlande, et a conquis la Crimée. Il est de l'intérêt de l'Europe d'arrêter cette puissance ambitieuse qui fixe ses regards sur Byzance, et qui veut étendre sa domination du côté du Caucase et de l'Euphrate, pour unir le sceptre de Cyrus à celui de Constantin. Elle veut enlever quelques provinces à la Suède, soulever le Danemarck, enlever à l'Autriche et à la Prusse leurs possessions dans la Pologne et la Poméranie ; elle veut créer une marine redoutable pour s'emparer du commerce du Nord, et ébranler l'Europe pour étendre ses états et fortifier sa domination ; elle veut profiter de l'anarchie qui règne dans l'Inde pour usurper quelques provinces du Mogol ; Paul premier veut enfin relever dans Rome l'empire d'occident, se faire déclarer pontife par la réunion des églises grecque et latine, réduire le pape aux fonctions de père des fidèles, réaliser sur Gênes, Naples et Turin cette gênante féodalité qui n'étoit, depuis long-tems, qu'une vaine prétention des empereurs d'Allemagne.

Mais ce colosse gigantesque tombera avec fracas. La Russie porte un germe d'insurrection toujours prêt à se développer. Elle n'a ni trésors, ni agriculture. Le désordre et la confusion règnent dans toutes les parties de son administration. L'esprit d'insubordination et de révolte est près d'éclater dans ses armées; le Russe gémit sous le poids d'un despotisme exécrable; il n'attend que le moment de la civilisation pour rompre ses fers: une génération dégradée par des institutions féroces, doit nécessairement s'insurger et punir ses tyrans et ses oppresseurs. Paul Ier. qui veut renouveller les projets gigantesques et les folies de Charles XII, doit trembler sur un trône toujours près d'être ensanglanté. L'histoire de son empire est bien propre à l'instruire sur la destinée qui l'attend. Tout doit lui rappeller ce tems de discordes et d'horreurs où ses pères ont été massacrés. Les marches du trône ensanglantées, sont une leçon bien terrible pour lui; il ne pourra détourner cette catastrophe dont il est menacé, s'il n'abandonne ses projets d'envahissement et de conquête, s'il ne s'occupe à civiliser son peuple, à le gouverner par des lois sages, et à vivifier toutes les parties de

l'administration : la paix préparera cette heureuse révolution.

L'Allemagne a toujours été le théâtre de ces guerres sanglantes allumées par l'ambition de l'Autriche. L'empereur se servira un jour de ses alliances et de ses forces pour dissoudre le corps germanique. C'est en profitant des révolutions qui bouleversent les Etats que la cour d'Autriche cherche à renverser une puissance dont la dissolution augmenterait son pouvoir et ses richesses. L'équilibre ne se soutient en Europe que par la rivalité de deux grandes puissances ; c'est à cette rivalité que le corps germanique doit sa liberté.

On ne rappelera pas ici tout ce que les princes d'Allemagne souffrirent dans cette guerre de trente ans, qui fut terminée par le traité de Westphalie ; cette crise était nécessaire au corps germanique : elle lui donna une consistance politique : mais ce qui est un remède dans la maladie, peut être un poison pendant la santé. Si, au milieu de ces convultions terribles, la constitution germanique fut affermie, ces mêmes convultions, tant de fois renouvelées, ont altéré cette constitution. La division, toujours re-

naissante, a souvent troublé la liberté, le repos et le bonheur de tous les membres de cette vaste République, toujours forcés à se partager entre leur protecteur et leur allié, et toujours victimes de l'ambition et de la perfidie de la cour d'Autriche. Dans la guerre qui fut terminée par le traité de Nimègue, on voit un duc de Hostein dépouillé de ses Etats; deux princes de Furstemberg furent chassés de leur pays, et l'un d'eux prisonnier. On vit un duc de Lorraine errant dans l'Empire sans souveraineté et sans espérances.

La guerre se ralluma en 1688; la ligue d'Ausbourg réunit contre la France des ennemis puissans. Les Etats d'Allemagne, passant tour-à-tour, et sans résistance, sous les lois du plus fort, n'eurent ni le choix du parti qu'ils devaient prendre, ni même l'avantage de céder. Heidelberg, Mayence, Hailbron, les Etats de l'électeur palatin, les places de l'électeur de Trèves, forcées d'abord de recevoir les troupes saxonnes, et bombardées ensuite pour les avoir reçues, Spire, Worms, Cologne, furent ravagés. Le landgrave de Hesse et le prince de Wirtemberg, sacrifièrent leurs troupes, et épui-

sèrent leurs trésors ; tout était emporté par un tourbillon rapide auquel ils ne pouvaient résister. On ne voit dans cette guerre que des villes prises et reprises, combats sanglans, pertes déplorables pour l'humanité. Qu'on lise le traité de Riswick, et qu'on y voie comment les électeurs d'Allemagne furent dédommagés, et ce qu'ils gagnèrent à cette agitation, source de tant de désordres. La guerre de 1701 porta ses ravages dans les électorats. Louis XIV, en défendant les droits de son petit-fils et la cour de Vienne, en combattant pour les prétentions de l'archiduc, soutenaient leurs querelles personnelles. L'Allemagne fut livrée aux horreurs de la dévastation; ses constitutions furent violées, ses lois fondamentales ébranlées; deux électeurs sont mis au banc de l'empire, errans, proscrits, persécutés dans leur patrie. La liberté germanique poussa un cri plaintif; elle ne se rétablit qu'après des efforts et des convulsions. Depuis le traité d'Utreck, la Bavière et la Saxe sont devenues le théâtre d'une guerre longue et meurtrière; et cette terre malheureuse a sans cesse été arrosée du sang de ses habitans. Si l'Allemagne est devenue de nouveau un foyer ardent d'où il

n'est sorti que des flammes et des torrens de sang, l'humanité en rend responsables ces princes de Germanie, qui se sont réunis à la coalition, et qui ont pris les armes contre la République française, qui voulait les délivrer de l'oppression où ils gémissent. Ces princes ont tout à espérer de la justice et de la générosité du gouvernement français; ils ont tout à redouter d'une puissance orgueilleuse, qui veut les asservir. Ils doivent comprendre qu'ils ne sont ni assez forts ni assez puissans pour résister à une République qui a fait trembler tant de rois sur leurs trônes. Leurs armées bizarrement composées, mélangées de différens peuples, flétries par l'excès du despotisme et de l'oppression, seront facilement dispersées par des phalanges républicaines qui combattent pour leur liberté. Une armée sur les frontières de l'Allemagne contiendra les électeurs. Une alliance avec la République française leur assurera leurs possessions, et les mettra à l'abri d'une invasion de l'Autriche.

L'Italie a déja vu l'étendard tricolor porté par la victoire sur les murs de Naples, de Rome, de Turin et de Milan. Nos armées victorieuses ont parcouru ces différentes con-

trées pour rétablir les peuples dans les droits de leur souveraineté. Si des perfidies et des trahisons nous ont forcés à abandonner nos conquêtes, si Amédée et Ferdinand ont remonté sur leurs trônes, si l'empereur a repris ses possessions dans le Milanez et la Lombardie, les armées de la République peuvent encore pénétrer dans ces régions où le germe de la liberté n'est pas encore étouffé. Si l'Italie est aujourd'hui sans liberté, elle desire la reconquérir; Naples renferme dans son sein quarante mille hommes prêts à suivre le premier signal de l'insurrection. Ferdinand doit redouter une seconde révolution dans ses états : il tremble sur son trône, et ses sujets sont ses plus cruels ennemis; ses troupes sont sans discipline, et ses trésors épuisés; ses ministres sont odieux au peuple. La Sicile n'est plus qu'un vaste champ presque désert, habité par des brigands, et quelques agriculteurs sauvages. Cette île offre encore au voyageur le spectacle d'un peuple barbare, au milieu d'un peuple policé.

Les habitans du royaume de Naples et de Sicile seraient les plus malheureux peuples de la terre, s'ils n'habitaient un pays où la nature répand ses dons avec tant d'abondance

qu'elle semble dispenser l'homme du travail. Les volcans et les tremblemens de terre sont des fléaux passagers; la tyrannie des seigneurs féodaux, l'influence dangereuse d'un clergé riche et nombreux, le brigandage des tribunaux iniques sont des fléaux de tous les momens. Le Napolitain avait su briser ses fers; mais il est redevenu esclave : la contre-révolution a fait périr les amis des droits du peuple, et les défenseurs de la liberté publique : le sang de ces augustes martyrs a coulé sur les échafauds, et Naples ne présente aujourd'hui que l'image de la désolation et de la mort. Mais un nouvel ordre de choses peut encore facilement s'opérer. Si Ferdinand ne délivre pas son peuple des chaînes de l'esclavage, s'il ne s'occupe point à guérir les plaies qui saignent encore, et s'il persiste dans son système de guerre et d'envahissement, les armées de la République française iront encore rompre les fers de ce peuple infortuné; elles le replaceront au rang des nations libres et indépendantes de l'Europe. Qu'opposera Ferdinand à cette destinée qui le presse? La guerre civile désole encore ses Etats, le peuple déteste sa domination. Sans être doué d'une grande

énergie, le Napolitain est sujet à des émotions violentes qu'il est facile d'exciter : il conserve la mémoire de ce Mazaniello, qui fut le bienfaiteur de sa patrie. Les trésors de Ferdinand sont épuisés, et ses troupes obéissent à regret; elles murmurent contre ce prélat guerrier qui, au lieu de gémir entre le vestibule et l'autel sur les malheurs de la guerre, s'arme lui-même d'un glaive meurtrier, et immole ses victimes, au nom de la religion.

Le roi de Sardaigne a été puni de ses injustes provocations contre la France : il a perdu la Savoie et le comté de Nice, et s'est vu précipité de son trône. Ce pays, défendu par de nombreuses forteresses et plus encore par les barrières qu'a élevées la nature, a été conquis par les armées de la république. Si Amédée est remonté sur le trône, les soldats de la liberté pourront encore l'en précipiter. Elles ont fait des prodiges qui ont étonné l'Europe, et ces prodiges se renouvellent souvent dans les républiques. Amédée, en perdant le comté de Nice, a fait une perte immense; plus vaste et plus fertile que la Savoie, il offrait des débouchés assurés aux productions du Piémont et de

la Lombardie Sarde, et faisait fleurir dans ce pays l'agriculture et le commerce. C'est par les ports de Nice et de Villefranche qu'il communiquait avec la Sardaigne : il perdra bientôt cette île, s'il ne se hâte d'abandonner la coalition et de s'unir avec la République française. Il n'y a dans la Sardaigne qu'environ deux mille hommes de troupes reglées et des milices accoutumées à trembler, à la vue du plus petit corsaire qui menace d'une descente. On en a tenté une; mais les tempêtes et plus encore la mésintelligence qui éclata entre les chefs de terre et de mer, contrarièrent cette opération et la firent manquer. D'ailleurs on avait attaqué le taureau par les cornes (Cagliari.) Si l'on avait opéré la descente sur la plage opposée et qu'on eut armé les habitans fatigués du joug piémontais, les Français auraient fait la conquête de cette île.

La politique si vantée des rois sardes a toujours eu pour objet d'étendre leurs domaines et non de les rendre florissans. Ils sont parvenus en effet à conquérir une partie de la Lombardie en l'arrosant du sang de leurs peuples, et en se jouant de la foi des traités. Amédée, plus heureux que ses pré-

décesseurs, aurait pu aisément satisfaire son ambition, et placer à Milan le siège de son Empire. Il lui suffisait pour cela de s'allier avec la France. L'ambassadeur Semonville, qu'il osa faire arrêter, au mépris du droit des gens, bien loin de vouloir aller à Turin, pour y porter l'insurrection, était chargé de lui proposer un traité, dont le but était de chasser à jamais la maison d'Autriche de ces contrées. Mais Amédée, pour venger l'honneur du trône, a mieux aimé s'exposer à perdre tous ses Etats que de devenir roi de Lombardie. Ce prince faible et timide doit craindre une nouvelle révolution, qui le précipiterait de son trône sans retour. Son peuple souffre à regret sa domination; ses trésors sont épuisés, ses armées sans courage et sans espérances. Diverses factions agitent sa cour et son conseil. La paix avec la République française pourrait détourner loin de lui les malheurs dont il est menacé.

La Lombardie, après avoir été libre, est de nouveau asservie sous la domination autrichienne; mais les Français pénètreront bientôt dans cette contrée et seront encore regardés comme des libérateurs. Ce peuple se rappelle avec attendrissement les bienfaits qu'il a

reçus de la nation française ; et cette époque mémorable où elle a brisé ses fers et lui a restitué ses droits de souveraineté, deviendra un monument qui lui rappellera les charmes de la liberté. Un tel peuple n'est pas fait pour être long-tems esclave : une pareille révolution s'opérera dans la capitale de l'Italie: Rome, dont les habitans foulent aux pieds la cendre de Caton et de Brutus, se rappelle son antique valeur et son ancienne liberté. Elle brisera les chaînes que le roi de Naples vient d'appesantir sur elle, et le rétablissement du trône pontifical ne pourra point s'opposer à cette révolution, qui s'est préparée et qui sera secondée par les armées de la République. Le gouvernement papal est sans énergie, parce que les changemens fréquens de souverain ne permettent pas de suivre un système fixe et que la souveraineté n'est qu'un bénéfice dont chaque pape cherche à jouir, sans songer à l'améliorer.

La Turquie, jadis si formidable, n'est plus aujourd'hui qu'un vaste colosse, ébranlé de toutes parts, et que la Russie veut abattre. Ses provinces sont sans population, sans culture, sans arts et sans commerce ; on n'y voit ni forteresses, ni armées, ni art mili-

taire ; la religion, les mœurs et les lois des Turcs s'opposent à la puissance et à la splendeur de cet Empire. Les bras manquent à la navigation ; la molesse énerve le courage de ce peuple ; le Turc, fainéant et environné de ses esclaves, est orgueilleux ; et, dans le délire de son amour-propre, il méprise les peuples les plus civilisés, et se croirait avili s'il profitait des lumières et de l'industrie des autres nations. Son gouvernement est un obstacle au développement de la puissance ottomane. L'empereur exerce une autorité oppressive et exécrable. Tous les habitans de la Turquie sont les esclaves-nés de ce despote, qui est le maître de leur vie et de leurs biens : le grand-visir, qui exerce au nom de l'empereur une autorité sans bornes, écrase tout de l'appareil de sa puissance. L'Empire Ottoman ne sera jamais redoutable pour la République française. Le grand-seigneur, en s'unissant avec la Russie et l'Autriche, a signé sa propre ruine : il a, pour ainsi dire, appelé dans ses Etats des ennemis puissans qui ne s'occuperont que de conquérir : bientôt il verra le pavillon russe se déployer en vainqueur dans ses ports, et sera forcé de chercher un asyle

dans ses provinces asiatiques, si son vainqueur féroce ne le poursuit et ne l'arrête dans sa fuite. Comment le divan a-t-il pu oublier cette alliance antique qui l'unissait à la République française ? son intérêt et la politique devaient en rendre les liens indissolubles. Tant que cette précieuse alliance a existé, la force de la France le faisait respecter dans le continent et rechercher de toutes les puissances : elle lui assurait les honneurs des traités, des médiations, des garanties, et pouvait prévenir l'envahissement de la Turquie européenne. L'Empire Ottoman, aidé de la France, pouvait changer ses principes religieux et ses institutions féroces. Quoiqu'il ait perdu la Crimée, quoique la Russie se soit introduite dans les mers de Constantinople, et que son influence soit fort affaiblie sur les puissances barbaresques, la Turquie peut encore sortir de ses ruines; et, aidée des lumières, des secours et de la force de la France, elle pourrait étendre son commerce, augmenter sa marine, discipliner ses troupes, éclairer le peuple et former des barrières contre les invasions des Russes, et abattre cette aigle qui veut planer sur les murs de Byzance. La paix et l'alliance avec

la République française peuvent opérer cette utile et salutaire révolution.

La Prusse a besoin de l'alliance de la France, pour prévenir les entreprises de l'Autriche et de la Russie. Elle a besoin de rétablir ses finances dissipées par les campagnes de Châlons et de Varsovie. La population de ses Etats n'est pas assez nombreuse pour recruter ses armées ; ses conquêtes en Pologne sont mal assurées ; ses provinces, excepté la Silésie, sont ouvertes de tous les côtés ; les armées russes et autrichiennes peuvent fondre sur ses Etats ; ces deux puissances voient avec effroi les progrès et l'étendue d'un Empire destiné à établir l'équilibre dans l'Allemagne et dans le Nord.

Frédéric II, qui, même avant son avénement au trône, avait juré à la maison d'Autriche, comme Annibal aux Romains, une haîne implacable, était trop habile dans l'art de la politique pour contracter avec la cour de Vienne une alliance qui portait en elle-même le principe de sa destruction. Si, en 1758, Frédéric déclara la guerre à la France, ce fut pour se venger du traité d'alliance que la cour de Versailles avait fait avec celle de Vienne. La cour de Berlin n'ignore

pas qu'une alliance avec l'Angleterre et la Russie lui est inutile et même funeste. L'Angleterre, comme puissance maritime, ne peut servir la Prusse contre ses ennemis, qui sont, comme elle, des puissances continentales. La Russie, loin d'être un allié utile est elle-même un de ses dangereux ennemis : l'aigle de Pétersbourg dévore d'avance les possessions de la Prusse, situées dans la Pologne ; et Paul Ier. qui veut porter sa domination jusque dans les contrées du Midi, médite dans le silence des projets d'invasions, et rassemblera bientôt des troupes pour attaquer la Prusse polonaise.

La vengeance des gouvernemens est lente, et ne se développe qu'avec le tems. La maison d'Autriche n'a jamais abandonné le projet de reprendre la Silésie, et d'abattre une puissance qui s'armera, lorsqu'elle voudra étendre ses conquêtes et attaquer la constitution germanique. La cour de Berlin doit craindre l'alliance de l'Autriche avec la Russie. Tous les talens militaires d'un autre Frédéric, toute la perfection de l'armée prussienne ne sauraient résister aux Russes et aux Autrichiens réunis. Il n'est pas une seule alliance en Europe, excepté celle de

la République française, combinée avec l'union germanique, qui puisse mettre à couvert la monarchie prussienne ; mais la Prusse, réunie à la France, pourrait facilement conquérir la Bavière, et pénétrer ainsi dans les états autrichiens. Il serait facile alors à la cour de Berlin de former une alliance avec la Saxe et avec les principaux Electeurs d'Allemagne, pour attaquer la Moravie : une bataille perdue par l'empereur dans ces contrées forcerait la maison d'Autriche à recevoir la loi du vainqueur.

La Prusse profitera des bienfaits de la paix pour étendre son commerce, pour améliorer l'agriculture, pour augmenter sa population, pour protéger les arts, les sciences et la philosophie, et pour perfectionner son système d'économie politique. Unie avec la République française, elle ne redoutera point ces puissances jalouses de sa gloire et de son bonheur. Le jeune prince qui gouverne cet Etat, s'appliquera à être le pacificateur de l'Europe; il méritera la reconnaissance de tous les siècles et de toutes les nations.

La Suède, qui, comme un torrent, inonda la Pologne, la Saxe et le Dannemarck,

au commencement de ce siècle, et qui, conduite par la valeur inconsidérée de Charles XII, parut sur le point d'arborer ses étendards victorieux sur les murs de Moscow, perdit dans un seul jour son pouvoir, sa gloire et ses lauriers. Depuis cette époque mémorable, ses annales tristes et stériles ne nous présentent qu'une lutte perpétuelle entre une liberté orageuse et un despotisme odieux. La révolution opérée par Gustave, a triomphé du parti qui lui était opposé, mais ne l'a pas détruit; une guerre ramenerait les factions, et deviendrait une nouvelle source de calamités et de crimes. Une neutralité armée y maintiendrait, au contraire, la paix, et augmenterait son commerce : les forces navales de la Suède sont respectables, ses troupes sont bien disciplinées et courageuses. Comme ses relations extérieures ont plutôt pour objet des intérêts commerciaux que des liaisons politiques, la Suède doit s'unir à la République française, pour en recevoir des subsides, et la défendre contre la Russie, jalouse de dominer dans la Baltique. Alors elle reprendrait le rang qui lui appartient parmi les Etats indépendans; elle ne serait point réduite à s'humilier ni devant la Rus-

sie, ni devant l'Angleterre. Alors son roi s'occuperait à éteindre cet esprit d'insurrection, à détruire ce germe de factions qui est toujours prêt de se développer, et à affermir un trône toujours chancelant.

La Suède doit, pour ainsi dire, son existence politique à la France. En 1771, ce fut la France qui, par l'armement d'une flotte à Toulon, et par une diversion contre les Russes dans l'Archipel, arrêta les mesures hostiles dont la Russie et la Prusse menaçaient la Suède. La France a fourni d'immenses subsides à la Suède, dans le tems où elle était réduite à la plus affreuse détresse; elle aida cette puissance à faire cette révolution qui étendit les prérogatives royales, et anéantit cette aristocratie orgueilleuse qui opprimait l'Etat : la reconnaissance, la politique, son propre intérêt, tout engage la Suède à solliciter l'alliance de la République française, et à se séparer de la Russie; tous les rapports de la Suède avec cette puissance ont été marqués par des calamités pour le peuple. Les mouvemens séditieux qui désolèrent ce royaume, après la mort de Charles XII, furent l'ouvrage du cabinet de Pétersbourg. Au commencement de ce siècle,

la Russie avait dépouillé la Suède de plusieurs provinces ; la haine d'Elizabeth pour le roi de Prusse, l'ayant rapprochée de la France et de l'Autriche, les premiers fruits de cette union furent la guerre de 1756, où la Suède marchait en vassale, sans intérêt, sans raison, sans justice, et où ses troupes belliqueuses furent sacrifiées à l'ineptie et à la trahison. La Russie, qui poursuivait l'aristocratie en Pologne, et la consolidait en Suède, faisait tous ses efforts pour arracher la Finlande à cette dernière puissance ; et ce n'est pas sans indignation qu'on voit des ministres russes menacer le gouvernement suédois, au milieu de Stockholm, et répandre publiquement les flambeaux de la guerre dans toutes les provinces. Jamais la Suède n'eut d'occasions plus favorables de venger les outrages qu'elle a reçus de la Russie : jamais elle n'eut une si belle occasion d'augmenter l'étendue de son commerce, de reconquérir ses droits, et de remonter à cet état de splendeur d'où l'ont précipitée des guerres désastreuses, et les perfidies d'une puissance usurpatrice. L'alliance de la Suède avec la République française peut opérer ce nouvel ordre de choses.

Le Danemarck, gouverné par un jeune prince, sage et prudent, se voit affranchi de la tyrannie des grands ; il est heureux sous le maître qu'il s'est donné : il voit fleurir dans le sein de la paix son commerce et sa navigation ; ses ports, dans la Baltique, sont des sources fécondes de richesses, qui, distribuées par mille canaux, vivifient insensiblement la masse si long-tems engourdie de cet Empire que les Christiern, avec leurs verges de fer, n'avaient fait qu'appauvrir et ruiner. Le Danemarck entretient avec soin une bonne marine militaire, et conserve avec dignité son rang, malgré l'influence impérieuse de la Russie ; des troupes suffisantes pour sa défense sont bien entretenues ; ses rapports politiques ne sont guère que des relations de commerce, et ses négociations que des traités de neutralité. Cette puissance doit donc éloigner de ses Etats une guerre qui épuiserait ses finances, ruinerait son commerce, et renouvelerait les crimes de l'aristocratie.

La longue et fameuse querelle entre la maison régnante et celle de Holstein Gottorp a souvent appelé les puissances neutres à se mêler des affaires domestiques du Danemarck. Pendant une longue suite d'années, le ca-

binet de Copenhague n'était qu'un comptoir où chacun discutait ses intérêts et cherchait à faire prévaloir ses titres contre l'intérêt même du gouvernement danois. Opprimé par l'Angleterre, trompé, subjugué par la Russie, n'ayant rien à espérer de la maison d'Autriche, menacé par la Prusse, éloigné de la cour de Stockholm par l'effet de cette haîne nationale que de longues guerres ont fait naître entre deux peuples voisins, le Danemarck a vu se former la coalition de Pilnitz sans y prendre aucune part. Songeant à ses véritables intérêts, cette puissance a eu la sagesse de ne pas se jeter dans le tourbillon de ses ennemis. L'intérêt bien entendu d'un Etat faible c'est de s'isoler autant qu'il lui est possible. Lorsqu'un Etat quelconque se jette dans une coalition de puissances plus fortes que lui, il est méprisé par ses alliés, qui deviennent bientôt ses tyrans. Il finit presque toujours par être la proie du plus fort, par une suite de ce principe d'attraction qui, en politique comme en physique, tend à centraliser toutes les combinaisons, et porte sans cesse tous les êtres vers les grandes masses.

La Russie a vu avec peine que le Dane-

marck ne se mêlait pas d'une guerre qui aurait éloigné les forces danoises des régions du Nord, tandis qu'elle méditait l'invasion de la Pologne et la conquête du Holstein. L'Angleterre, de son côté, n'a pas vu sans inquiétude que la cour de Danemarck n'entrât pour rien dans ses démêlés avec la France. Le cabinet de St.-James a tremblé que par cette neutralité le Danemarck n'échappât à sa domination. Ces deux puissances ont réuni tous leurs efforts pour entraîner le cabinet de Copenhague dans la coalition. Les Russes ont excité des émeutes dans les chantiers danois, ont porté l'incendie jusque dans le palais des rois. Les Anglais ont gêné le commerce maritime du Danemarck; mais leurs efforts ont été inutiles : la neutralité établit sur des bases inébranlables le nouveau système du Nord. Depuis cette époque, l'Angleterre a renoncé à ses violences, et la Russie à ses prétentions. Le Danemarck doit donc persister dans ce système de neutralité qui lui a été si utile. Alors il secouera le joug des étrangers, et reprendra son rang parmi les premières puissances de l'Europe.

La Hollande a brisé ce joug tyrannique qui s'appesantissait sur elle, et a reconquis sa

sa liberté : elle est rentrée dans les droits de sa souveraineté. Unie à la République française, elle a défendu, les armes à la main, sa constitution et ses lois, et a repoussé les Anglais et les Russes qui voulaient l'asservir. La Hollande, il est vrai, a perdu ses plus belles colonies et une partie de ses places fortes. Sa marine est presque détruite et son commerce presque ruiné. Mais la République Française, qui aidera ses fidèles alliés de toute sa force et de toute sa puissance, forcera bientôt l'Angleterre à restituer ses conquêtes ; et la Hollande, une seconde fois placée au rang des puissances maritimes, vivifiera toutes les parties de son administration, frappées aujourd'hui de stérilité.

L'Europe doit s'opposer à la chûte de cet Empire : les trois grandes sources des richesses de cette République consistaient dans son commerce avec les Indes Orientales, dans ses colonies d'Amérique, dans son commerce de cabotage en Europe. Par son commerce avec les Indes, elle nons fournissait les productions et les marchandises de l'Orient, objets qui nous sont devenus nécessaires par l'habitude : elle offrait en

même tems un débouché facile aux denrées et manufactures de l'Europe. Par ses colonies d'Amérique elle suppléait au défaut de son territoire. Par son commerce de cabotage elle entretenait l'abondance, et soutenait la concurrence dans tous les ports et les marchés de l'Europe : elle devenait l'appui de toutes les nations, leur apportait ce qui leur manquait, achetait l'excédent de leur consommation, et se rendait, pour ainsi dire, la bienfaitrice du genre-humain. Il n'est donc pas de l'intérêt de l'Europe qu'une telle république vienne à s'anéantir. Le commerce, si utile pour la Hollande, l'est également pour tous les peuples. Il sera facile aux Bataves de sortir de leurs ruines et de réparer leurs pertes, quand on considère les efforts prodigieux et le génie que les anciens Bataves ont employés à faire écouler les eaux des nombreux lacs et des marais que formaient dans leur cours la Meuse et le Rhin, pour contenir les vagues de l'Océan. Quand on considère cette chaîne immense de digues qui bordent les rivières et les canaux dont ces dispositions servent à garantir le pays des inondations et à le submerger, en cas d'invasion hostile ; quand on contemple ces

contrées basses qui, dans les premiers tems de l'Empire d'Occident, n'étaient habitées que par des animaux sauvages, et qui sont devenues, par l'amour du travail et de l'indépendance, des terreins affermis, riches et ornés de tous les dons de la culture, couverts d'une immense population et de nombreux troupeaux, on ne peut s'empêcher d'admirer l'existence d'un tel pays : on sent encore croître son enthousiasme, quand on songe aux immortels travaux des Bataves, pendant plus de trois siècles, pour se faire déclarer indépendans, et se délivrer des chaînes et du joug des maisons de Hainaut, de Bavière, de Bourgogne, d'Autriche, d'Espagne et de ce Stathouderat qui s'est appesanti, depuis si long-tems, sur cette nation. Oui, la République française se servira de sa force et de son crédit pour replacer cette nation au rang des grandes puissances maritimes ; et la Batavie, par intérêt et par reconnaissance, se liera par de nouveaux traités avec la République française, et n'oubliera jamais que c'est à la protection et à la puissance de son alliée qu'elle devra sa restauration politique et commerciale.

Le peuple helvétique, autrefois si grand,

si fier de son indépendance, semblait avoir perdu toutes ses vertus ; il gémissait sous l'oppression d'une olygarchie orgueilleuse ; mais cette nation a rompu ses fers ; elle est rentrée dans l'exercice de sa souveraineté ; elle conservera sa liberté et son indépendance, en s'unissant par un pacte solemnel à la République française, qui saura la défendre contre les factions intérieures et contre l'Autriche ; cette dernière puissance profiterait d'un tems de faiblesse pour asservir de nouveau un peuple généreux, qui a su se soustraire à sa domination tyrannique. Une sainte union regnera entre le peuple helvétique et la nation française. La Suisse n'oubliera jamais qu'elle doit sa liberté et sa constitution à la République française, et que ses armées victorieuses ont éloigné de ses provinces les Russes et les Autrichiens, qui voulaient l'asservir. Reconnaissante et fidèle, elle ne violera point les lois de la justice ; elle fera tous les sacrifices qu'exigera l'intérêt commun, en ouvrant ses trésors, en offrant ses moissons, en secourant de tout son pouvoir des armées qui versent leur sang pour défendre sa nouvelle constitution contre les divisions intérieures, et ses cités contre l'invasion des ennemis.

Après la malheureuse expédition de Sébastien, dans laquelle ce prince si chéri de son peuple perdit la couronne et la vie, les Portugais dégénérés tombèrent dans la misère et l'avilissement. Depuis cette époque fatale, ce peuple est à peine compté parmi les puissances de l'Europe. Pour arriver au dernier terme de la dégradation, il s'est mis sous le joug du monopole anglais, peut-être plus funeste que celui du despotisme; s'il a perdu le reste de ses forces, de son industrie, de ses richesses, c'est à sa politique orgueilleuse, et à son avarice mercantile que ce peuple doit attribuer tous ses malheurs. Le Portugal sortirait de cet état d'humiliation, s'il ouvrait ses ports à toutes les nations, et s'il s'occupait à exécuter cette alliance projetée en 1701, entre la France et l'Espagne, où il s'agissait de fermer les ports du Portugal aux corsaires ennemis de ces deux puissances. Alors Lisbonne cesserait d'être une colonie anglaise; le Portugal ne se trouverait plus froissé entre des armées et des flottes; il vendrait à l'Angleterre les vins et les fruits du Midi, sans en recevoir la loi pour l'échange. Les Portugais régénérés reprendraient cette énergie qui jadis anima les conquérans

des Indes et les rivaux des Castillans; ils s'assureraient parmi les peuples le rang que doivent avoir les maîtres du Brésil et du Tage.

Le marquis de Pombal, ministre, qui réunissait la force du génie à la vigueur du caractère, s'est occupé, pendant tout le cours de son ministère, à rétablir l'honneur de la monarchie portugaise et à briser les fers qui asservissent cette couronne à l'Angleterre. Il voulait punir ce gouvernement oppresseur, en lui fermant les sources des richesses de l'Amérique qui lui procuraient ces trésors destinés à bouleverser l'Europe et à usurper le commerce et les colonies des autres nations. Le Portugal, réuni à l'Espagne et à la République française, pouvait exécuter ce projet si utile à toutes les nations, et ce peuple, audacieux, sous Vasco de Gama, intrépide sous Américo Vespuce, prudent et brave sous Albukerque, courageux et négociateur sous Ataïde, reprendrait ses anciennes vertus, et pourrait encore étendre sa domination sur l'Asie, l'Afrique et l'Amérique.

L'Espagne était, sous Charles-Quint, le centre unique d'où partaient ces mouvemens

convulsifs qui agitaient l'Europe. Cette nation, qui, en portant la première ses armées victorieuses sur un nouvel hémisphère, avait ajouté à son territoire le domaine des contrées les plus opulentes de l'Amérique, a perdu son ancienne grandeur et ses antiques domaines. Epuisée par ses efforts, elle entra dans la coalition des rois ; et cette guerre qu'elle osa soutenir contre la République française, devait opérer en Espagne une révolution qui aurait précipité Charles de son trône. La cour de Madrid a vu le danger, et, pour s'en garantir, a imploré la magnanimité de la République française. Elle a renouvelé le pacte de famille qui unissait les deux nations : cette nouvelle alliance a sauvé l'Espagne. Unie avec la France, elle pourra conserver ses colonies, étendre son commerce, rétablir sa marine, venger ses pertes, et attaquer cette puissance qui a usurpé ses possessions, ravagé ses provinces, détruit ses flottes, envahi ses trésors. L'union de l'Espagne avec la France, forcera l'Angleterre à restituer ses conquêtes, et à accepter la paix. La nécessité de cette alliance est un des premiers dogmes de la politique ; les deux nations tireront toujours de cette intimité

d'inappréciables avantages. La cour de Madrid sera fidèle observatrice de ce pacte d'alliance ; sa violation entraînerait la perte de l'Espagne ; l'étendard de la victoire arboré par les Français sur les Pyrénées, annoncerait à Charles sa destinée.

Le tableau fidèle de la situation des puissances de l'Europe, que nous venons d'exposer, prouve que les unes ne parviendront jamais à renverser la République française, à la conquérir, à envahir son territoire, et que les autres doivent, pour l'intérêt de leurs peuples, et pour la prospérité de leurs Etats, observer une exacte neutralité, ou s'unir avec la République française par des traités d'alliance. Jamais les monarchies n'ont détruit les Républiques libres. Les Grecs, les Romains, les anciens Gaulois, les Germains, ont été les peuples les plus puissans de la terre, tant qu'ils ont chéri la liberté et aimé la constitution. On a vanté la force des monarchies modernes : elles ont paru puissantes, à la vérité ; mais c'est qu'elles n'avaient à combattre que des gouvernemens de la même nature. Elles ont voulu détruire la République française, mais les rois les plus puissans ont été vaincus, et leurs Empires démembrés.

Si nous voulons remonter à l'époque des Républiques anciennes, nous verrons que l'Empire Romain, lorsqu'il était populaire, a étendu ses conquêtes dans les trois parties du monde connu, depuis l'Euphrate jusqu'à la Tamise. Rome, qui avait détruit les royaumes de Perse, de Macédoine, de Numidie et de l'Asie, qui, dans ses formes républicaines, était florissante et heureuse, devint la proie de nations inconnues et barbares, dès qu'elle tomba sous la domination des empereurs. Le républicain combat pour défendre sa souveraineté, ses droits, sa liberté. Le soldat des rois ne prend les armes que pour satisfaire l'ambition des chefs qui le gouvernent ou pour soutenir une intrigue cachée. L'habitude de combattre pour des intérêts que l'on partage, fait de la gloire une vertu et excite le courage.

Cyrus, faisant la guerre à son frère Artaxercès, comptait principalement sur la prudence et la valeur de dix mille Grecs, qu'il avait appellés dans ses armées : ce prince dut ses victoires et ses conquêtes à ces héros de la liberté. On ne peut lire la relation que fait Xénophon de la retraite de ces Grecs, sans partager l'enthousiasme avec lequel il

dépeint la supériorité des républicains sur les esclaves. En lisant l'histoire des Romains, on remarque la différence qui existe entre la puissance des monarchies et celle des républiques. Quand ils ont attaqué des peuples libres, ils ont éprouvé des obstacles et des revers. Les Latins, les Sabins, les Toscans, les Samnites, les Carthaginois les ont souvent vaincus et ont porté la terreur dans Rome. Parvenus au plus haut point de puissance, ils ont subjugué, après des efforts incroyables, un petit nombre de pauvres Etoliens, au lieu qu'ils n'ont fait que paraître pour vaincre et assujétir les rois les plus puissans. La défaite de Siphax, de Persée, d'Antiochus, de Prusias, de Tigrane, leur a si peu coûté qu'elle semble ne pas mériter d'être mise au rang de leurs victoires.

Lorsque Lucullus, avec vingt mille républicains, eut mis en fuite une armée de deux cents mille hommes, commandée par le roi Tigrane, les soldats romains qui poursuivaient les fuyards, dit Tacite, s'arrêtèrent tout-à-coup, et se mirent à rire de toutes leurs forces, se mocquant d'eux-mêmes de ce qu'ils s'étaient servis de leurs armes contre de si lâches esclaves. C'est par le même

sentiment de courage, naturel dans les républiques, qu'on a vu nos soldats, dédaignant les canons et la mousqueterie, enlever à la baïonnette, les retranchemens gardés par les soldats des rois. C'est ainsi qu'on les a vus traverser des fleuves sous le feu d'une artillerie foudroyante.

Les Hollandais ont combattu des phalanges nombreuses ; les Suisses ont vaincu des ennemis puissans ; les Américains ont forcé, à Saratoga et à Yorton des armées entières à capituler. C'est en combattant pour défendre leur liberté et pour renverser la tyrannie, que ces héros républicains ont montré à la terre des prodiges de valeur. Ce courage et ce dévouement sont le fruit de l'amour de la patrie, que la jouissance de la liberté inspire. Ce n'est point dans une monarchie qu'on entendrait ce discours d'une Grecque, répondant à un Ilote qui lui annonçait la mort de ses trois fils tués sur le champ de bataille : *Vil esclave, t'ai-je demandé cela? la victoire est à nous.* Pour intéresser les citoyens au bien public, il faut les associer à la souveraineté et les faire jouir de son exercice, en leur donnant le droit de nommer leurs législateurs et leurs magistrats, il faut qu'ils soient instruits

dans la science de la politique et dans l'art de la législation. Tacite remarque que, de son tems, personne n'était instruit des objets de l'administration publique. Les citoyens négligeaient alors les intérêts de l'Etat, parce qu'ils n'avaient aucune part à cette administration, et l'Etat périt. Tant que le peuple romain combattit pour ses propres intérêts, il fut invincible; dès qu'il fut esclave sous les empereurs, il devint lâche et fut vaincu. Il ne demandait plus alors que du pain et des spectacles, *panem et circenses.*

La République française, au milieu des calamités et des crimes de la révolution, au milieu de la misère publique, au milieu des factions qui la déchiraient, a détruit la coalition de Pilnitz. Ses armées triomphantes ont fait trembler les rois sur leurs trônes. Elle a augmenté ses domaines, et reculé ses frontières; elle peut détruire les puissances qui voudraient renverser sa constitution et ses lois. Elle exterminera ces conspirateurs qui, du sein de la lâcheté et de la corruption, se sont élevés pour être les fléaux de leur patrie et l'effroi des générations futures. Le glaive de la loi les a fait frapper de mort; et ces

hommes pervers, qui ont échappé à la justice nationale, qui veulent ensanglanter la terre, et environner de victimes et de tombeaux l'autel de la patrie et le sanctuaire de la liberté, promènent leur affreuse existence dans la misère et les remords. Un peuple qui combat pour la liberté, est invincible : un cri qui part de toutes les parties de l'Empire, est un cri puissant : c'est la voix du tonnerre. Les orages le rendent plus fort et plus terrible. La Grèce libre subjugua toutes les armées de l'Asie; Rome fit la conquête de l'univers; les barbares sortis des antres du Nord renversèrent l'Empire romain. Timur et Gengiskan, partis des rives de la Corée, domptèrent la Chine, l'Indostan et presque toute l'Asie. Charlemagne combattit contre l'Europe conjurée, et parvint par la force de ses armes et de son génie, à étendre les limites de la monarchie française, et à fonder la puissance des souverains pontifes, parce qu'une nation qui connaîtra le prix de la liberté et les bienfaits de la souveraineté, ne sera jamais esclave. Elle s'élevera à ce degré de grandeur et de puissance qui déconcertera ses ennemis; elle les frappera par la terreur de ses armes, et consacrera dans ses annales

ces actions d'héroïsme et de courage plus admirables et plus sublimes que toutes celles qui ont immortalisé les journées de Platée, de Marathon, des Thermopyles et de Zama.

S'il s'élevait en Europe, disait, il y a vingt ans, l'auteur de la Tactique, un peuple vigoureux, plein de génie et de moyens de gouvernement, un peuple qui joignît à des vertus républicaines et à une milice nationale, un plan fixe d'aggrandissement, qui ne perdit pas de vue ce système qui fait la guerre, à peu de frais et subsiste par ses victoires, et qui ne fût pas réduit à poser les armes pour des intérêts de finance; ce peuple subjuguera tout, et se fera respecter. Il sera pour les gouvernemens étrangers l'Aquilon qui plie les frêles roseaux. Ce peuple est le peuple français: il remplira ses destinées; la nature, qui ne se trompe jamais dans ses vastes et et sublimes projets de création, veut que la République française se tienne majestueusement au milieu des monarchies de l'Europe. Si la boussole, suivant l'expression de Montesquieu, a servi à nous ouvrir l'univers, la République française ouvrira à toutes les nations de l'Europe le temple de la liberté; et les rois, pour s'affermir sur leurs trônes, s'ap-

pliqueront à gouverner leurs peuples par les lois saintes de la justice, en faisant aimer leur domination par leur sagesse et leur clémence.

C'est au milieu de ses conquêtes, de ses triomphes et de sa grandeur, qui frappent l'Europe d'admiration, que le gouvernement français veut et offre l'olivier de la paix. La guerre détruit l'espèce humaine, affaiblit les Etats, et prépare souvent l'esclavage et la misère des peuples. Un jour de bataille doit être un jour de deuil et de larmes; un crêpe funèbre doit se tendre dans les temples sacrés et dans le sanctuaire des lois; les ministres d'un Dieu de paix doivent gémir entre le vestibule et l'autel, et prier sans cesse le Père des miséricordes d'envoyer un ange de force et de puissance pour arracher des mains sanglantes le glaive de la vengeance et de la mort dont elles sont armées. La guerre est la grande plaie des Empires; elle accumule tous les malheurs sur la génération présente, pour laisser la misère aux générations futures. Un peuple esclave vient souvent arroser de ses pleurs les monumens où l'orgueil de ses tyrans grave des victoires cruellement achetées. Un peuple libre, lorsqu'il a conquis et

assuré son indépendance, est avide de la paix, parce qu'il veut jouir de la liberté, et qu'il a le sentiment de ses besoins et plus encore le sentiment de la justice. Le gouvernement français veut et desire la paix, mais une paix juste, solide et honorable. L'intérêt, le salut, le bonheur du peuple, l'occupent tout entier : il verse des larmes sur les malheurs de la guerre ; tous ses travaux sont consacrés à faire jouir le peuple des bienfaits de la révolution. S'il prend des mesures fortes et vigoureuses, s'il demande des sacrifices, c'est pour parvenir à cette paix honorable, qui affermira la République et posera les fondemens de la félicité. C'est par ses travaux, par son amour pour le bien public, que le nouveau gouvernement mérite sa confiance, l'estime et la reconnaissance de la nation. Tous les citoyens l'environneront de leur force, de leurs lumières ; ils lui ouvriront leurs trésors, lui offriront leur sang, leurs richesses, leurs biens, leurs moissons ; et ces sacrifices purs et volontaires attesteront à l'Europe l'énergie, la valeur et la fidélité d'un peuple qui veut défendre sa constitution, qui aime son gouvernement et chérit ses premiers magistrats.

La paix deviendra le gage du bonheur, de la liberté, de la gloire et de la prospérité de la nation française; alors l'agriculture reprendra sa fécondité, le commerce son activité et ses relations; toutes les parties de l'administration seront vivifiées, et des canaux salutaires répandront dans toutes les parties de l'Empire la fertilité et l'abondance; l'ordre et la justice présideront aux travaux des législateurs; les lois révolutionnaires seront effacées du code législatif; un nouveau plan de finances, des principes sévères d'ordre et d'économie rétabliront la confiance et le crédit public; l'Etat sera fidèle à remplir ses engagemens et la loyauté française sera respectée; les rentiers, les créanciers et les fonctionnaires publics seront payés; les impôts seront sagement répartis, et des déprédateurs avides ne s'engraisseront plus de la substance du peuple. La législation sera établie sur ces principes éternels sur lesquels repose l'édifice social. Le Gouvernement régénérateur fera exécuter les lois avec justice et avec clémence; il enchaînera toutes les factions; il appellera dans ses conseils et dans les fonctions publiques des hommes de lumières et de probité;

dans l'appareil de sa puissance, il se montrera juste, sage et clément; le peuple chérira son administration, et tous les cœurs lui seront ouverts. Un système religieux et moral purifiera les mœurs et formera des citoyens vertueux. J. J Rousseau a dit que la liberté s'acquiert, mais qu'elle ne se recouvre pas; il faut donc la conserver par l'exercice constant de toutes les vertus; si cette plante précieuse n'est point arrosée par une eau pure, elle se desséchera, et sa tige ne portera que des fruits de mort. Les intérêts particuliers seront confondus dans l'intérêt général; toutes les vertus fortifieront le patriotisme national, et les pensées républicaines donneront à la législation et au gouvernement la puissance et le ressort dont ils ont besoin pour imprimer à l'autorité publique cette force et cette supériorité qui la rendront immortelle et qui enchaîneront toutes les factions pour les faire servir ensuite à l'intérêt général. Enfin tous les bons citoyens élèveront un temple et un autel à la patrie et à l'union. tous les intérêts privés, toutes les haînes disparaîtront; tous viendront y faire le sacrifice de leurs opinions, de leurs habitudes,

de leurs préjugés, et tous jureront de chérir et de défendre ce gouvernement régénérateur qui doit assurer leur existence politique, leurs propriétés, leur indépendance et leur liberté. Un cantique universel de joie et de reconnaissance, des fêtes publiques célébreront cette époque de gloire et de bonheur. C'est ainsi que le Peuple Français, après avoir étonné l'Europe par sa valeur et son héroïsme, obtiendra sa vénération et ses hommages par le tableau de son bonheur et de sa prospérité.

Divinité bienfaisante des hommes, aimable Paix, descends des cieux pour consoler la Terre; couvre-nous de tes aîles protectrice; que, sous l'ombrage de ton olivier salutaires, nous jouissions de tes bienfaits, et que, sous tes heureux auspices, vienne s'établir l'empire des lois et des vertus sociales!